

sem21-2018

aisne.....	2
Hirson (Aisne) : Double surprise pour Monsieur le maire !.....	2
athènes.....	2
Athènes (Grèce) : Attaques d'une cellule de la FAI/FRI à la cour d'Evelpidon.....	2
belgique.....	3
Mawda ou l'art de l'enfumage.....	3
epinal.....	4
Epinal (Vosges) : Le car de tourisme prend l'air.....	5
florence.....	5
Florence (Italie) : Audience préliminaire pour Ghespe.....	5
france.....	6
Marly-la-Ville, France : Couper les artères de ce monde d'aliénations.....	6
Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 5.....	6
France : Nouvelles d'occupations d'université – 17 mai.....	8
L'État au bout de la corde.....	8
Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 6.....	9
Chers mecs cis hétéro : nous ne viendrons plus.....	9
Nik le Bac.....	11
On a tous des bonnes raisons de bloquer le Bac.....	13
geneve.....	14
Les 3 évadés de la Favra.....	14
italie.....	15
Italie : Déclaration de quelques accusés du procès Scripta Manent.....	15
lyon.....	16
Occupation de la fac : le retour.....	16
madrid.....	17
Madrid (Espagne) : Deuxième rencontre contre le système techno-industriel et son monde.....	17
marseille.....	19
[Brève] Barricades sur la Canebière suite à la finale, des condamnations.....	19
[Brève] À consommer sur place ou à emporter ?.....	20
nancy.....	20
Action à Nancy en soutien à la lutte à Bure contre cigéo et son monde.....	20
nantes.....	21
Rébellion et/ou Révolte.....	21
nicaragua.....	22
Update from the Nicaraguan Insurrection : Horizontal Organizing vs. Left Neoliberalism and the Pitfalls of Nationalism.....	22
nice.....	27
Nice : Des dégradations à la fac.....	27
paris.....	27
Sur les pratiques de quelques populations étudiantes.....	27
Au moins 2 détentions provisoires et des interdictions de séjour suite à la manif du 22 mai.....	29
Maison d'Arrêt des Femmes de Fleury-Mérogis : Faune et parloir sauvages.....	29
Paris : Affrontements à la manif (et le lycée investi devient un piège) – MAJ2, du 25/05.....	30
Sartrouville (Yvelines) : Combien ça coute cinq camions poubelle ?.....	34
Contre Parcoursup, on bloque tout !.....	34
Seine-et-Marne : Aveugler les yeux de l'État.....	35
Parcoursup : Deux lycées bloqués dans les Hauts-de-Seine.....	35
« La garde à vue, c'est stylé ».....	36
rennes.....	38
Récit de la manif inter-pro du 22 mai à Rennes.....	38
Rennes : La fac saccagée (et les clés disparues...).....	39

rhône.....	41
Val d’Oingt (Rhône) : Petit rappel aux gendarmes et à leurs familles.....	41
rouen.....	41
Pourquoi tant d’acharnement à faire vivre le Surgissement?.....	41
russie.....	43
St. Petersburg, #Russia: Rally against torture.....	43
St. Petersburg, Russia: Rally against torture.....	43
savoie.....	45
Albertville (Savoie) : Du vandalisme chez EDF.....	45
zad.....	45
Appel pour retrouver un sens politique à la lutte qui se mène aujourd’hui sur la ZAD.....	45
Munich (Allemagne) : Attaque du consulat de France en solidarité avec la ZAD.....	51
POUR MAXIME, MUTILÉ SUR LA ZAD LE 22 MAI 2018 - LETTRE DE ROBIN, MUTILÉ	
À BURE LE 15 AOÛT 2017.....	52
Témoignage de 2 personnes qui étaient présentes quand la mutilation de M. a eu lieu.....	53
#Zadresist - Récit subjectif de ce qu’il s’est passé au domaine re-re-re-re-libérée depuis le 18 mai	
(fini à l’aube du 22 mai).....	54

aisne

Hirson (Aisne) : Double surprise pour Monsieur le maire !

L’Ardennais / mardi 22 mai 2018

Entre 17h30 et 23 heures lundi 14 mai, le maire d’Hirson a subi des dégradations de son véhicule et porté plainte auprès de la gendarmerie d’Hirson ; ce dernier était garé sur le parking derrière la mairie ; il a été retrouvé rayé sur tout le côté droit, avec un pneu crevé et un rétroviseur cassé ; pas de soupçon particulier quant au coupable, commente la gendarmerie.

Deux jours plus tard, cette fois, dans la nuit du 16 au 17 mai, c’est un véhicule municipal qui a été endommagé avec une portière pliée en deux, soit pour dérober le véhicule ou bien ce qu’il y avait à l’intérieur, ou encore pour le dégrader, évoque la gendarmerie. Au final aucun vol n’a été constaté dans ce véhicule.

athènes

Athènes (Grèce) : Attaques d’une cellule de la FAI/FRI à la cour d’Evelpidon

Le Laboratoire Anarchiste (texte légèrement remanié) / lundi 21 mai 2018

Une cellule de la Fédération Anarchiste Informelle / Front Révolutionnaire International (FAI/FRI), nommé *Asymmetrical Urban Warfare Club* [Club de guerre urbaine asymétrique], a revendiqué la responsabilité d’une attaque à l’explosif contre le complexe du tribunal d’Evelpidon d’Athènes, qui a eu lieu à l’aube le samedi 24 Mars. La police et les médias institutionnels ont d’abord essayé de garder l’attaque cachée, tout en gardant un silence strict sur l’incident, mais maintenant ils ont

reconnu son existence après la publication de la revendication sur le site d'Indymedia Athènes. La bombe a explosé dans un poste de police derrière le palais de justice, causant des dommages mineurs et aucune victime.

La longue déclaration de l'*Asymmetrical Urban Warfare Club* stipule entre autres choses:

» Samedi matin 24 mars 2018

Nous avons placé un engin explosif de faible intensité contenant un demi-kilo de poudre dans le poste de garde à l'arrière des tribunaux d'Evelpidon.

Nous savons que notre appareil a fonctionné correctement, car lorsque nous étions loin de l'endroit, nous avons pu entendre le bruit de la détonation, qui s'est produite au moment précis où nous l'avons mis à exploser. Nous ne savons pas quel genre de dommage matériel cela a causé parce que notre attaque a été cachée par le régime. »

L'action a été menée en solidarité avec les compagnons anarchistes emprisonnés [Konstantinos Giagtzoglou](#), Gerasimos Tsakalos, [Nikos Romanos](#), Argyris Dalios, Dimitris Politis et Giannis Michailides, tous récemment condamnés à des peines de prison excessivement longues en vertu de la [loi antiterroriste draconienne 187A](#).

L'attaque a également été menée en réponse directe aux attaques des organisations fascistes et l'État grec contre les espaces occupés à Thessalonique, Athènes et Volos, et insurrectionnels mémoire combative du camarade anarchiste Lambros Foundas, membre du groupe de guérilla urbaine Lutte Révolutionnaire, tué par des balles policières le 10 mars 2010.

Nous concluons ce rapport avec un autre passage tiré de la revendication :

« Notre douleur, nos négations et nos affirmations sont armées, elles vont à la contre-attaque, elles deviennent têtues, elles deviennent des calculs froids de probabilités, elles s'organisent de manière informelle et elles deviennent collectives. Nous cessons de pleurer et nous éliminons toutes les hésitations, n'ayant que notre désir de vivre cette guerre dont beaucoup ont dit beaucoup comme notre seul guide. Guerre anarchiste contre les États, l'économie, le commerce, les nations, le patriarcat et contre toutes les formes de coercition et d'exploitation. »

(article écrit par [Insurrection News](#) basé sur des informations publiées dans les médias grecs et sur Indymedia Athens)

traduction de [Croce Nera Anarchica](#)

belgique

Mawda ou l'art de l'enfumage

Publié le par [Martine Vandemeulebroucke](#) sous [Non classé](#)

C'est fou comme les séries policières peuvent nous influencer. Elles nous feraient croire, par exemple, que lorsqu'un enfant reçoit une balle dans le visage, cela se voit tout de suite. Et que si, en plus, il est mort, le médecin légiste n'a pas besoin d'une autopsie pour faire le lien entre les deux. On a tout faux. Apparemment, c'est très compliqué d'essayer de comprendre pourquoi, comment la petite Mawda est morte dans la nuit de mercredi à jeudi lors d'une course poursuite entre une camionnette remplie de migrants et 15 voitures de police lancées à ses trousses. Tellement compliqué que d'heure en heure, les versions changent du tout au tout. C'est normal, dit le

Procureur du Roi de Tournai, « *il faisait noir* » au moment des faits. Noir comme lorsqu'on enfume l'opinion publique car, avec la mort de Mawda, c'est bien à une remarquable opération d'enfumage médiatique que l'on assiste.

Rappelez-vous les journaux télévisés du jeudi soir. L'information, c'est qu'une fillette de deux ans est morte, certes, mais surtout que « *les policiers sont hors de cause* ». Il y a eu un tir de policiers vers la camionnette où se trouvait la petite fille, bien sûr mais on ne savait pas comment elle était morte. Une balle dans la joue, reconnaîtra le Procureur du Roi de Tournai le lendemain. La joue, c'est la tête. Dire qu'un enfant a été abattu d'une balle dans la tête, c'est un peu « trash » sans doute. Et d'où vient cette balle ? Toujours selon le Parquet, pas nécessairement des policiers qui ont tiré sur la voiture et ses occupants. C'est une « balle perdue », les balles ça va, ça vient. Tiens et si on laissait sous-entendre que les migrants auraient tué la fillette en ripostant, sur eux-mêmes en quelque sorte ? On ose ? Oui. Le Parquet dit ne pas « exclure » que le tir mortel ait été commis par des policiers. Ne pas exclure, c'est laisser sous-entendre que d'autres auraient pu tirer.

On continue ? Jeudi soir, la camionnette avait forcé un barrage policier. C'était de la légitime défense, quoi. Finalement, ce n'est pas tout à fait la bonne version des faits. La voiture avait été bloquée sur un parking par un camion et puis des « tirs policiers » sont intervenus. Pourquoi ? Pas de réponse pour le moment. Ce n'est pas fini : jeudi encore, les policiers auraient aperçu des enfants par les fenêtres du véhicule. De quoi se montrer plus prudent donc ? Vous n'y pensez pas ! Les méchants passeurs font ça pour empêcher les gentils policiers d'intervenir. Le JT de RTL a même osé affirmer que les migrants s'étaient servi des enfants comme de boucliers humains. Les migrants sont des terroristes qui sacrifient leurs enfants, c'est bien connu. Vingt-quatre heures plus tard, il apparaît que les vitres étaient teintées de noir rendant impossible l'identification des occupants. Et pour rappel, c'était la nuit comme le note notre Sherlock tournoisien. Donc personne n'a vu personne. On tire et puis on voit. On voit un enfant de deux ans qui a reçu une balle dans le visage mais on ne comprend pas comment il a bien pu mourir.

Enfumage judiciaire, médiatique. Enfumage politique ensuite. Pour le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, pas besoin d'enquête. Les coupables, c'est les passeurs. Pour lui, la police n'a commis aucune erreur. Il est fort, Jambon. Les policiers tirent sur les occupants d'une voiture sans qu'il soit avéré qu'il y ait eu légitime défense mais le ministre les excuse d'office. Alors aujourd'hui certains font la comparaison avec l'affaire Semira Adamu, il y a 20 ans. A l'époque, le ministre de l'Intérieur Louis Tobback avait aussi soutenu ses policiers avant d'être contraint de démissionner. Jambon doit-il faire de même ? Pour le moment, c'est encore de l'enfumage de rapprocher les deux événements car l'enquête n'est pas terminée. Peut-être, les policiers ignoraient-ils qu'ils poursuivaient des migrants ? Peut-être ont-ils été juste emportés par l'excitation de la chasse, toutes sirènes hurlantes ? Le problème, c'est que l'on puisse soupçonner, que s'ils savaient la voiture occupée par 30 migrants, ils auraient agi de la même manière. Avec cette légitimité que donnent les propos habituellement hostiles aux migrants de leur ministre de tutelle. Le problème, c'est que si l'enquête devait déterminer la responsabilité de policiers dans le meurtre d'un enfant, on est quasi certain que cette responsabilité sera d'emblée rejetée par le ministre sur les migrants et les passeurs. Le problème, c'est que l'on sait que dans ce gouvernement, on ne démissionne pas même quand on livre des réfugiés soudanais à ceux qui les torturent. Porter atteinte aux droits fondamentaux des migrants n'est pas considéré comme une faute politique. Au contraire, ce serait même un trophée électoral. Et sur ce point au moins, les choses sont malheureusement très claires.

Martine Vandemeulebroucke

epinal

Epinal (Vosges) : Le car de tourisme prend l'air....

Vosges-Matin / Jeudi 24 mai 2018

Les faits remontent à la nuit de dimanche à lundi. Des exactions qui ont commencé du côté du quartier du Saut-le-Cerf à Épinal où **un car de tourisme a reçu la visite d'individus décidés à casser de la vitre. Après avoir pénétré dans l'habitacle, ils ont dérobé les marteaux brise-vitres et fait voler en éclats quelques « carreaux » du car.** Direction, ensuite, la rue du Vallon. Toujours à Épinal. Là, ce sont les vitres de treize voitures qui ont été brisées. Gratuitement puisque rien n'a été dérobé. Il reste que la police technique et scientifique a passé les véhicules au peigne fin. Et notamment procédé au relevé d'empreintes.

florence

Florence (Italie) : Audience préliminaire pour Ghespe

Panico Anarchico / mercredi 23 mai 2018



L'audience préliminaire pour [Ghespe](#) (qui, on s'en souviendra, passe sous procès tout seul, en dehors de la dénommée *Opération Panico*) a eu lieu le 15 mai au tribunal de Florence, sans public. Le juge d'instruction Bagnali a décidé de ne pas changer les accusations, puisqu'il y aurait d'après lui de graves indices de culpabilité. Elles restent donc : tentative d'homicide, fabrication, transport et possession d'engin explosifs et dégradation [pour la bombe posée le 31 décembre 2016 devant une librairie fasciste à Florence, qui est explosée lors de l'intervention des démineurs, arrachant la main à l'un d'entre eux; NdAtt.]. La première audience du procès a été fixée pour le 4 juillet 2018 et elle sera publique.

Nous réaffirmons notre solidarité envers Ghespe, enfermé depuis neuf mois et demi dans la taule de Sollicciano, ainsi que notre haine envers la société-prison et ses matons.

Liberté pour [Giova, Paska](#) et Ghespe – jusqu’à la destruction de toutes les prisons – liberté pour toutes et tous !

Pour écrire au compagnon :

Salvatore Vespertino

Casa Circondariale di Sollicciano
via G. Minervini 2/R
50142 Firenze

Les adresses des deux autres compas emprisonnés lors de la procédure « parallèle » :

Pierloredo Fallanca

Casa Circondariale di Teramo
Contrada Castrogno
64100 Teramo

Giovanni Ghezzi

Casa Circondariale di Sollicciano
via G. Minervini 2/R
50142 Firenze

france

[Marly-la-Ville, France : Couper les artères de ce monde d’aliénations](#)

Depuis ce mercredi 16 mai en milieu d’après-midi, il n’y a plus d’internet, ni télévision, ni téléphone fixe à Louvres et à Puiseux-en-France, et aussi à Fosses et Marly-la-Ville. Le sabotage s’est produit sur la D 184, à Marly-la-Ville, où deux câbles de grandes capacités de l’opérateur Orange ont été coupés. Le réseau ADSL a été fortement impacté.

Le lendemain, ce sont les services de la mairie de Louvres et de la police intercommunale qui ont été perturbés. mais aussi le service, qui ne pouvait être joignable que par téléphone portable. Des magasins et boutiques étaient également privés de connexion Internet... et donc de paiement par carte bancaire.

« A quand un retour à la normale ? », s’interroge la presse locale: « Certains clients pourront d’ores et déjà réutiliser leur service de téléphonie, de télévision et Internet à partir de samedi. Pour le second câble, les travaux s’avèrent plus complexes et nécessitent un délai plus long. Le rétablissement complet des services est prévu à ce jour au 25 mai », précise l’opérateur.

[Reformulé de la presse, 18.05.2018]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 5

Grenoble : Sans électricité, pas de trains (et le train-train quotidien s'interrompt lui aussi)

Le Dauphiné Libéré / mardi 22 mai 2018

L'importante panne électrique qui a causé ce matin la paralysie totale du réseau ferroviaire dans la région grenobloise a été causée par des actes de malveillance sur du matériel appartenant à Gaz Electricité de Grenoble (GEG), qui fournit la SNCF en électricité à Grenoble, apprend le Dauphiné Libéré de sources concordantes. Selon nos informations, des dégradations ont été commises sur des coffrets non accessibles au public.

La rupture d'alimentation électrique a concerné deux postes d'aiguillage situés au nord et au sud de la gare de Grenoble. Placée dans l'impossibilité d'aiguiller les trains sur les portions Grenoble-Moirans et Grenoble-Chambéry, la SNCF a dû les immobiliser. Un TGV Paris-Grenoble est resté 2 h 30 en gare de Saint-André-le-Gaz. Un autre TGV est demeuré bloqué en gare de Voiron et ses passagers ont été dirigés sur Grenoble en car. Les passagers de deux autres trains ont été également acheminés à destination par car, et dix TER ont été purement et simplement annulés...

Bernard Vidal, directeur général adjoint Réseau de GEG a confirmé au Dauphiné Libéré que « plusieurs actes de malveillance » étaient en cause et qu'un « dépôt de plainte » était « en cours ». « Nous regrettons bien évidemment les perturbations que ces actes ont occasionnées », a-t-il ajouté, se refusant à donner plus de détails sur la nature du matériel visé.

Parallèlement aux dégradations qui se sont répercutées sur l'alimentation en électricité du réseau SNCF, **plusieurs autres dégradations ont été commises en marge de la manifestation** visant à « défendre le service public ». **Dans l'hyper-centre, plusieurs immeubles ont été privés d'électricité entre 10 heures et midi après des dégradations sur des coffrets électriques** : « Des manifestants, vus par certains de mes patients, sont entrés dans le hall de l'immeuble et ont ouvert un coffret accessible uniquement avec une clé spéciale, et ont arraché trois fusibles de 400 volts avec une pince également bien spécifique », a rapporté au Dauphiné Libéré un praticien membre d'un cabinet dentaire de groupe. Conséquence : « La coupure a touché plusieurs autres magasins, ainsi que les habitants de plusieurs entrées d'immeuble et des cabinets médicaux. Nous étions en plein travail lorsque cela s'est produit : nous avons perdu un ordinateur avec toutes ses données ; un patient qui était en train de se faire opérer pour un implant a dû repartir avec des points dans la bouche ; nous avons perdu une dizaine d'implants que nous n'avons pas pu poser. Les autres cabinets, dont un cabinet d'ophtalmologie a été touché également. Je suis scandalisé », a conclu ce chirurgien-dentiste.

Rennes : Incendie suspect du wagon du personnel de la gare

Ouest-France / dimanche 20 avril 2018

L'incendie s'est produit dans un wagon qui sert de logement et de salle de restauration au personnel. L'équipement est entièrement détruit. Les pompiers ont reçu l'alerte peu après 5 h, ce dimanche 20 mai. Une vingtaine d'hommes ont pris la direction de la gare de triage de la SNCF à

Rennes, à bord de trois camions incendie.

Le feu a pris dans un wagon, aménagé en espace restauration et logement pour le personnel SNCF Réseau qui travaille sur les chantiers. L'équipement a été entièrement détruit par les flammes.

« Il reste une équipe sur place pour peaufiner l'extinction et nettoyer », indiquait-on au Codis (centre opérationnel d'incendie et de secours) ce dimanche matin.

Les pompiers ont reçu plusieurs appels leur signalant l'incendie. « Il y avait beaucoup de fumée et les gens ont senti une forte odeur de brûlé. »

L'origine du feu n'est pas encore connue.

« C'est un de nos agents qui a donné l'alerte. La zone est sécurisée. Il faut des badges pour y accéder », précise la SNCF. L'incendie n'aura « aucune conséquence sur les travaux en cours » à la gare.

France : Nouvelles d'occupations d'université – 17 mai

Rennes, 17 mai: après l'AG de ce jeudi et alors que les examens avaient été annulés, un groupe d'étudiants a investi de force le bâtiment L sur le campus de Villejean. Au cours de cette soirée d'occupation, plusieurs personnes se sont adonnées à un saccage libérateur des bureaux et de la cafétéria du CROUS: « des ordinateurs ont été cassés, des vitres brisées, des distributeurs et des réfrigérateurs dévalisés, des appareils électroménagers détruits, des outils de travail dérobés ».



Dans un article de 20 minutes paru quatre jours plus tard (22.05.2018), on apprend qu'une partie « des outils de travail » correspond en fait à des doubles des badges d'accès aux bâtiments, qui auraient donc été dérobés. Ce vol (parmi d'autres), qui a été commis dans les ateliers techniques de la Direction des ressources immobilières, a de fait contraint l'université à changer toutes les serrures pour éviter les intrusions.

Les flics ont débarqué dans le bâtiment vendredi vers 7h30, mais il n'y avait plus personne.

[Comme à Montpellier quelques semaines auparavant](#), les examens se dérouleront en ligne à partir de mercredi 23 mai.

Nice; 17 mai: au cours de la nuit, plusieurs barillets d'amphis sont sabotés à la colle et de nombreux slogans sont tagués sur le campus Valrose. Ce vendredi devaient se tenir des examens. Ce sabotage fait également suite à l'occupation du siège de la direction la veille durement réprimée par les vigiles et les membres de l'administration.

[Reformulé des articles de presse]

L'État au bout de la corde

Depuis janvier 2018, au moins 30 personnes incarcérées sont décédées en France de « suicides » ou « morts suspects ».

En France comme ailleurs, la prison tue. Depuis janvier 2018, au moins 30 personnes sont mortes en taule de « suicides » ou « morts suspectes », à Fresnes, Laon, Marseille, Nantes, Angers, Arras, Chalons-en Champagne, Epinal, Fleury-Merogis, Luynes, Lyon-Corbas, Metz-Queuleu, Nice, Niort, Rouen et Seysses.

Il est difficile, voire impossible, d'obtenir d'autres informations que celles parcimonieusement lâchées par l'administration pénitentiaire. Ces infos sont très souvent erronées, et s'attardent plutôt sur le « mal-être » des maton·ne·s. Nous ne faisons pas de différences entre les diverses causes de mortalité en prison et considérons que toute mort en taule est du fait de l'état. La politique répressive d'enfermement que décrivent les taulards de Seysses [dans leur communiqué du 19/04/18](#) est bien la cause du décès de leur codétenu. Ils dénoncent les brimades, les insultes, le racisme, les passages à tabac par les matons, l'humiliation, le chantage, la répression de leur mouvement collectif, les transferts disciplinaires et l'isolement, que nous estimons relatifs à toute situation d'enfermement. Il n'existe pas et n'existera jamais de bonne prison. La presse se plaît à dérouler les détails sordides de certains décès de détenu·e·s sans en considérer la véritable cause : l'incarcération.

En tant que personnes en dehors des murs et proches de détenu·e·s nous sommes solidaires envers toute tentative des prisonnier·e·s de déroger à l'ordre carcéral, que ce soit par le biais de blocages, évasions, communiqués, mutineries ou toute autre organisation venant de l'intérieur, ainsi qu'envers tou.te.s les proches de détenu·e·s qui continuent à les soutenir.

Jusqu'à pouvoir danser sur les ruines de la dernière prison,
a bientôt,

Chemins de fer : le sabotage rend la grève plus efficace – épisode 6

Pas-de-Calais : Les saboteurs savent ce qu'ils font

20 Minutes / jeudi 24 mai 2018

Ce jeudi, la direction régionale de la SNCF des Hauts-de-France a dénoncé **des actes de sabotages perpétrés sur plusieurs lignes de TER dans le secteur de Lens**. Selon nos informations, le transporteur ferroviaire pointe du doigt « des personnes qui savent ce qu'elles font » et a déposé plainte.

« Caténaires sabotées, rames dégradées, TER retardés et supprimés à Béthune et Lens, usagers pénalisés encore ce matin. Intolérable et contraire au service public que tous les agents défendent. Plaintes déposées. Nous mettrons tout en œuvre pour que les auteurs soient sanctionnés. » C'est en ces mots que Frédéric Guichard, directeur régional de la SNCF, a dénoncé sur Twitter les incidents qui ont perturbé la circulation des trains, jeudi matin, dans le Pas-de-Calais.

Ainsi, « plusieurs actes de sabotage des caténaires ont été constatés sur l'étoile ferroviaire de Lens et de Béthune », précise le transporteur dans un communiqué. Cela a occasionné la suppression de sept trains et une dizaine d'autres « ont subi jusqu'à trois heures de retard ».

Les moyens utilisés pour le sabotage sont, toujours selon la SNCF, des « **cordes lestées, enroulées et nouées autour des caténaires** ». Une source interne a assuré à *20 Minutes* que « ce type de sabotage était forcément le fait de personnes qui savaient ce qu'elles faisaient pour occasionner le plus de perturbations ».

« Dans le Sud, la SNCF a bien mis sur le dos des grévistes des arbres tombés sur les caténaies à cause des orages », assure **Dominique Sens, délégué régional de la CGT cheminots**. « **Je ne cautionne pas la dégradation de l’outil de travail** », poursuit-il.

Chers mecs cis hétéro : nous ne viendrons plus

A la suite de l’agression d’une copine le dimanche 13 mai, quelques mots pour redire que les luttes féministes ne sont plus une option. Dernière sommation pour être prises au sérieux.

Nous ne viendrons plus à vos soirées, à vos manifs, à vos fêtes, à vos spectacles, à vos réunions, à vos assemblées générales, à vos boulots, à vos lectures, à vos dîners. Si on revient, on sera armées, les dents serrées et les poings sortis. On ne fera pas ça de gaîté de cœur : vous nous forcez la main. On a compris maintenant que tendre l’autre joue ne nous menait nulle part, nous ne faisons que prendre la mesure de la situation. Et la situation est la suivante : nous sommes les vaincues. Nous ne sommes pas fortes mais dos au mur. Nous n’avons plus d’autre choix que de mordre.

La situation est simple : vous êtes pour l’instant les vainqueurs de la guerre en cours, la guerre du genre. Le sexisme et la misogynie ne sont pas des mots que nous jetons en l’air pour vous faire peur ou pour vous pomper l’air en fin de journée après quelques verres. Le sexisme et la misogynie, c’est ce qui nous mutilé, c’est ce qui nous tue, c’est ce qui nous viole. C’est une guerre qui se fait avec des armes bien plus meurtrières que des bombes parce qu’elle commence dans nos propres corps que nous sommes les premières à apprendre à haïr. Parce que nous sommes les premières à nous excuser, à baisser la tête et à consoler ceux qui nous frappent.

On nous a appris à demander pardon d’être des vaincues.

Ce dimanche on apprend qu’une copine a été victime de viol lors d’une fête. L’épouvantable, c’est la banalité de cet événement. Statistiquement, si ce n’était pas notre copine ce soir-là, cela aurait été le sort d’une autre personne. Statistiquement, lorsque ces mots sont en train d’être écrits, il y a une victime de plus à déplorer, à ajouter à la liste des autres de cette journée.

Les corps brisés s’entassent dans le silence. Solennellement, nous accumulons une haine qui ne s’évapore même plus lorsque nos corps brûlent dans la danse et les cris. Nous avons été patientes : on attend depuis des siècles la gueule couverte de bleus. Alors, un crachat à vos faces quand vous dites que nous sommes belles.

Car en réalité nous sommes laides ! Laidés des coups, nous avons toutes le nez en morceaux, la mâchoire pétée et des coquards en guise de regard. Toutes, nous sommes amochées et aucun compliment sur notre maquillage ou les courbes de notre cul n’y changera rien. Un corps de vaincue, ce n’est pas beau à voir.

Nous ne viendrons plus parce que nous avons compris que nous sommes vos ennemies. Nous vous traiterons donc comme tel. On rendra tous les coups, on ne laissera parler personne avant nous, on hurlera plus fort, on sera injustes, on sera aveugles, on fera peur. Pas par gaîté de cœur : simplement pour survivre. Si nous venons, si nous dialoguons, ce ne sera qu’après la preuve nette et indubitable de votre trahison auprès des vôtres. Si vous apprenez à vous taire, peut-être qu’on vous écoutera. Si vous vous organisez pour nous accompagner sur nos fronts, peut-être que nous vous dirons quoi faire. Si vous écrivez des poésies qui ne nous insultent pas, peut-être que nous les lirons. Si vous faites des chansons qui célèbrent nos victoires, peut-être qu’on les écoutera. Si vous vous acharnez



à mettre en place des lieux et des fêtes qui nous accueillent, peut-être qu'on viendra. Même après tout cela, nous resterons méfiantes car ce sont nos vies et nos corps que nous mettons en jeu.

Entendez ceci comme un avertissement proféré d'une voix grave et tremblante de colère.

Entendez ceci

Vous n'aurez pas la paix.

Nous ne réclamons rien. Nous n'attendons rien. Même brisées et épuisées, nous continuerons à nous battre, avec un sourire en coin. Nous sourions parce que nous savons que, malgré les apparences, vous êtes fragiles. Sinon vous ne feriez pas preuve d'un tel acharnement à mater nos corps. Et nous serons belles le jour où le dernier complice des patriarcats sera pendu avec les tripes du dernier flic.

Chers hommes cis et hétéros

Les amochées vous saluent

Haine Rage Amour

Nik le Bac

Avec les épreuves du Bac, un immense terrain d'action s'ouvre à tou.te.s !

Jeudi 24 mai dans la nouvelle salle des pas perdus, au TGI des Batignolles, sur les visages des parents de lycéen.ne.s arrêtées mardi 22 au lycée Arago après la manif des fonctionnaires, il y avait notamment l'incompréhension et la colère : mais quel est donc ce traquenard dans lequel ils et elles sont tombé.e.s ?

Une vieille idée (de gauche) court depuis les années 1968 : il faut rendre manifestes et visibles la violence policière et la brutalité de la répression, car alors, la population les condamnera et s'y opposera. Mais depuis ? Combien d'encagé.e.s ? Combien de mutilé.e.s ? Combien de tué.e.s ? C'est à pleurer de rage, mais la guerre sociale ne connaît qu'un vainqueur : l'État et ses soutiers (AFP, juges et flics, *liste à compléter*). En tout cas, pour le moment ! Et tout grain de sable est bon à essayer pour enrayer la surpuissance d'État !

Hier et aujourd'hui, dans les commentaires sur l'événement #Arago, on lit toujours les mêmes mots : « violences policières démesurées », « matraquages non-réglementaires *au niveau du visage* », « caractère arbitraire et souvent injustifié (*sic*) des interpellations », « abus (*sic*) d'autorité sur mineurs », ... Mais qui voudrait d'un coup de tonfa qui serait « réglementaire » ? d'une répression policière qui ne serait pas « aveugle », mais « éclairée », « bien guidée » ? et d'une violence d'État qui serait « mesurée », « proportionnée » ?! Ou, tout simplement, de l'exercice d'une « autorité » qui ne serait pas abusif ?!

Depuis quelques jours à Paris, mais peut-être aussi dans d'autres villes, un tract circule, dont la proposition est hyper simple : **bloquer le bac**.

L'idée est excellente ! Sur le plan pratique, d'abord : les centres d'examen (= les lycées) sont très nombreux et répartis partout dans les académies : autant de lieux d'action possibles, qui ne pourront pas *tous* être occupés massivement par la police (une situation inverse du 22 mai, où le seul lycée Arago concentrait l'action à l'endroit même d'une présence policière massive).

Les modalités d'action sont infinies : refus de composer, boules puantes, alarmes incendie, coupures d'électricité, refus de surveiller, blocage physique de l'accès au bâtiment, refus de corriger, ...

Empêchements divers et variés, qui ne nécessitent pas *tous* d'être réalisés par beaucoup de personnes à la fois.

L'idée est aussi excellente, car si l'Education nationale est la première école de la citoyenneté, le bac en est le passage rituel. Bloquer le bac, c'est aussi refuser la paix citoyenne, qui se paie toujours de combien d'enfermé.e.s ? combien de mutilé.e.s ? combien de tué.e.s ?

On a tous des bonnes raisons de bloquer le bac

Cette proposition de blocage du bac s'inscrit dans le mouvement social en cours, et notamment dans la continuité des blocages de partiels et des transports, des sabotages et autres formes de ruptures avec la normalité. Il est évident que bloquer le bac permettrait de faire passer la mobilisation à un niveau supérieur.

Il n'y a que des bonnes raisons de bloquer le bac

- Pour notre enfance perdue sur les bancs de l'école.
- Parce que le bac est un moment clé de la normalisation forcée qu'on nous impose tout au long de nos vies.
- Parce qu'on ne veut pas du dressage actif qu'est le bac et qui, à la sortie, attribue une place à chacun. Le bac est encore une autre évaluation des compétences à laquelle on est soumis de la maternelle à «l'insertion dans le monde du travail».

**La seule note
que nous voulons,
c'est un zéro de conduite**

- Parce que le bac est une étape de plus dans les emmerdes.
- Pour empêcher que des morceaux de papier viennent valider notre état d'employabilité, nous trie, comme d'autres

Ne bachotez jamais !

servent à nous trier aux frontières comme dans les facs et les tribunaux.

- Parce que Parcoursup, comme le bac, est une manière de laisser un algorithme gérer nos vies, chiffrer nos avenir.
- Parce que nous ne voulons pas de cette porte d'accès à l'âge adulte et au droit de se faire gérer, parce que parvenir dans ce monde, c'est trimer pour gagner l'ennui du métro-boulot-dodo.
- Parce que si le bac a lieu, c'est la normalité qui gagne, et la plage recouvrira les pavés.
- Parce que le bac n'est qu'une des expressions du monde que l'on combat.

**Nique le bac
Nique la BAC !**

On a tous des bonnes raisons de bloquer le Bac

Bloquer le bac, c'est facile...

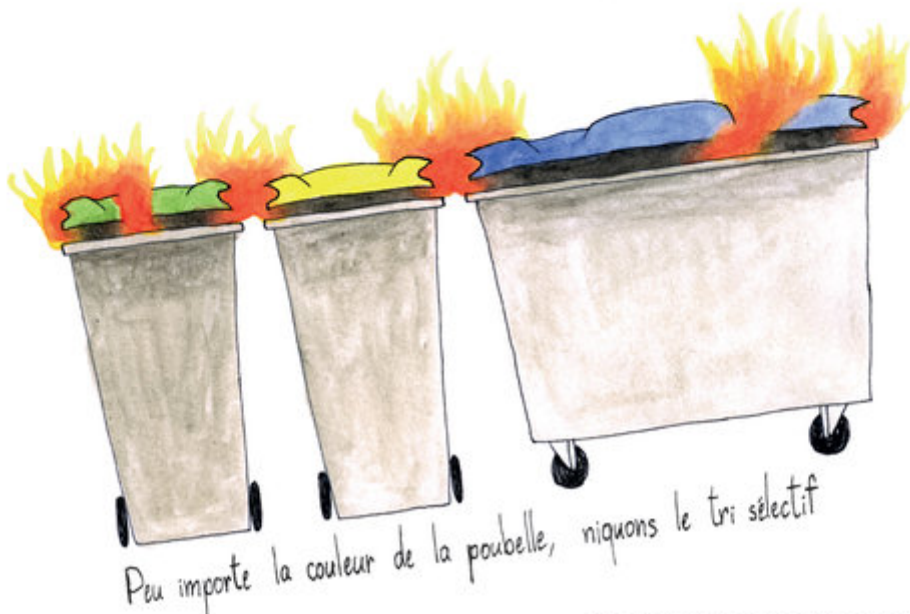
Malgré les délocalisations, les gaz et les matraques, les partiels ont déjà été mis en échec, par le sabotage à Montpellier ou le blocage à Arcueil par exemple. Il y a une infinité de moyens d'empêcher des examens de se tenir :

- en refusant de les passer.
- en bloquant les centres d'exams.
- en refusant de rendre sa copie.
- en sabotant les transports et les infrastructures.
- en rendant impossible le déroulement physique des examens.

- en refusant de surveiller, de corriger ou d'enregistrer les notes.
- en rendant la surveillance des examens impossible.
- en faisant fuiter les sujets dès que possible.

Un seul centre réellement bloqué met en péril l'ensemble du déroulement du bac : bloquons partout ! Chacun peut s'emparer de cette idée et la réaliser selon ses moyens et ses perspectives. Le bac est une mauvaise habitude, il est temps d'y mettre fin !

AG anti-autoritaire, illégitime et sauvage du 21 mai.



bloquerlebac.noblogs.org

Il n'y a que des bonnes raisons de bloquer le bac.

- Pour notre enfance perdue sur les bancs de l'école.
- Parce que le bac est un moment clé de la normalisation forcée qu'on nous impose tout au long de nos vies.
- Parce qu'on ne veut pas du dressage actif qu'est le bac et qui, à la sortie, attribue une place à chacun. Le bac est encore une autre évaluation des compétences à laquelle on est soumis de la maternelle à « l'insertion dans le monde du travail ».
- Parce que le bac est une étape de plus dans les emmerdes.

- Pour empêcher que des morceaux de papier viennent valider notre état d'employabilité, nous trie, comme d'autres servent à nous trier aux frontières comme dans les facs et les tribunaux.
- Parce que Parcoursup, comme le bac, est une manière de laisser un algorithme gérer nos vies, chiffrer nos avenir.
- Parce que nous ne voulons pas de cette porte d'accès à l'âge adulte et au droit de se faire gérer, parce que parvenir dans ce monde, c'est trimer pour gagner l'ennui du métro-boulot-dodo.
- Parce que si le bac a lieu, c'est la normalité qui gagne, et la plage recouvrira les pavés.
- Parce que le bac n'est qu'une des expressions du monde que l'on combat.

Bloquer le bac, c'est facile...

Malgré les délocalisations, les gaz et les matraques, les partiels ont déjà été mis en échec, par le sabotage à Montpellier ou le blocage à Arcueil par exemple. Il y a une infinité de moyens d'empêcher des examens de se tenir :

- en refusant de les passer.
- en bloquant les centres d'examens.
- en refusant de rendre sa copie.
- en sabotant les transports et les infrastructures.
- en rendant impossible le déroulement physique des examens.
- en refusant de surveiller, de corriger ou d'enregistrer les notes.
- en rendant la surveillance des examens impossible.
- en faisant fuiter les sujets dès que possible.

Un seul centre réellement bloqué met en péril l'ensemble du déroulement du bac : bloquons partout !

Chacun peut s'emparer de cette idée et la réaliser selon ses moyens et ses perspectives. Le bac est une mauvaise habitude, il est temps d'y mettre fin !

AG anti-autoritaire, illégitime et sauvage du 21 mai.

[Repris de bloquerlebac.noblogs.org.]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

geneve

Les 3 évadés de la Favra

C'est une magnifique nouvelle que le quotidien Le Courrier nous apprenait ce jeudi. Il titrait : "Trois détenus s'évadent de Favra". L'envie d'écrire ce petit article nous est venu pour exprimer notre joie sur cette évasion qui permettra aux 3 évadés de la Favra d'éviter leur violentes expulsions respectivement au Maroc et en Algérie.

Selon [Le Courrier](#), ils auraient réussi à scier les barreaux de leur cellule, seraient descendu en rappel à l'aide de leur draps depuis leur fenêtre et auraient découpé les barbelés pour enfin fuir. On se réjouit d'autant plus car les gardiens de la Favra ne se sont rendus compte de l'évasion que le jeudi matin (dans la nuit du mercredi au jeudi). Cela permet de penser qu'aujourd'hui, ils sont sûrement loin et en sécurité. On espère qu'ils vont bien.

Selon Le Courrier il est probable qu'ils aient reçu une aide extérieure, on espère que cette aide se porte bien également.

Cet événement intervient presque 1 an jour pour jour après l'évasion de deux détenus de ce même centre de détention administrative ([lire ici](#)). Un mois après, le 22 juin une tentative d'évasion avait lieu, toujours à la Favra ([lire ici](#)).

On profite de cet article pour rappeler qu'aujourd'hui, ils sont malheureusement encore beaucoup trop nombreux à être détenus dans des centres de détention administrative. Le Canton de Genève, avec Maudet en leader a pour projet de passer d'environ 50 places de détention administrative à plus de 200 pour l'horizon 2022.

En attendant de détruire toutes les prisons, soutenons les évasions et les évadés, soutenons les luttes des personnes incarcérées !

En attendant de détruire les frontières, soutenons les personnes en exil dans leurs luttes

P.-S.

Rendez-vous ce mercredi 23 mai à Gardiol (GE) pour un rassemblement contre la construction du centre-fédéral de renvoi du Grand-Saconnex et de 50 places de détentions administratives supplémentaire. L'appel au rassemblement à lire [ici](#).

italie

[Italie : Déclaration de quelques accusés du procès Scripta Manent](#)

[Anarhija.info](#) / mercredi 23 mai 2018

En vue de la [présence solidaire au tribunal](#), appelée pour le 31 mai, nous écrivons ces quelques lignes pour réaffirmer quelques concepts de base, peu nombreux mais fondamentaux, à propos de ce procès et le tribunal qui le mène. Nous réaffirmons avant tout notre proximité avec les compagnons emprisonnés: ils sont pour nous des frères et la fierté avec laquelle ils sont en train d'affronter ce cinéma nous remplit d'orgueil.

Nous réaffirmons aussi notre attachement, plus solide que jamais, à l'idéal anarchiste et notre haine envers cette société prospérant sur la mort et l'exploitation. Nous sommes anarchistes, c'est normal que l'État nous attaque, nous ne nous attendons à rien d'autre de votre part et c'est pour cela que votre répression ne nous étonne pas, si ce n'est pas par sa maladresse – et nous effraye encore moins. Un an et demi après [*le début de l'opération Scripta manent; NdAtt.*], vous nous retrouvez déterminés sur les mêmes positions d'attaque contre ce système. Nous sommes accusés de terrorisme, mais nous continuons à pointer du doigt l'État et ses lois, que vous appliquez, et qui légitiment chaque jour l'exploitation, l'exclusion et la mort de millions de personnes à travers le monde, protégeant les intérêts de ceux qui en tirent profit. C'est vous qui êtes sous accusation : les morts dans les guerres en Moyen-Orient et en Afrique, ceux qui se noient en fuyant la misère, l'exploitation toujours plus féroce au travail, le pillage des ressources et la destruction des écosystèmes, les conditions de vie toujours plus semblables à la simple survie et l'intrusion toujours plus forte de l'État dans nos vies. La loi voudrait soigner la dissidence créée par tout cela avec la taule, la qualifiant de délit, mais il faut bien autre chose pour nous faire taire.

Guerre à l'État, pour l'Anarchie.
Rien n'est fini, tout continue.

Alessandro Audisio

Daniele Cortelli

Francesca Galante

Omar Nioi

Erika Preden

Lello Quello In Carrozzina

Gioacchino Somma

Carlo Tesseri

lyon

Occupation de la fac : le retour

Dans l'après-midi du 22 mai, des étudiant.e.s mobilisé.e.s contre la loi ORE réoccupent le grand amphi de la faculté des quais.
Nous appelons à une grande assemblée générale ouvert à toutes et tous, aujourd'hui 23 mai à 16h dans le grand amphi de la faculté des quais. Suivi d'un repas partagé, ramenez votre bouffe et votre bonne humeur.



Hier, le 22 mai, **les résultats de Parcoursup sont tombés.**

La sélection en marche ferme les portes de l'université.

De nombreuses et nombreux lycéen.nes sont dans l'impossibilité d'avoir accès à l'enseignement supérieur.

Le gouvernement continue sa politique répressive contre les couches sociales les plus précaires. En effet, les lycées les mieux « côtés » ont plus de chance de voir leurs élèves entrer dans la faculté.

Mais la loi Vidal ne touche pas que les futurs lycéen.nes mais également les sans-papiers qui voient leurs chances de s'intégrer dans les institutions réduites à néant, suivant ainsi la logique répressive de la loi Collomb.

Face à cette situation, **nous étudiant.e.s mobilisé.e.s avons décidé de réouvrir à toutes et tous les portes de l'université Lyon 2**, alors que cette dernière était occupée ces dernières semaines par la police, empêchant toute entrée aux étudiant.e.s et permettant ainsi à l'administration d'organiser les commissions de Parcoursup en toute tranquillité. Plusieurs étudiant.e.s et enseignant.e.s ont subi cette répression policière. Certain.e.s se sont fait poursuivre par des chiens, braqué.e.s par une arme et plusieurs ont subi des coups pendant le blocage des examens.

Nathalie Dompnier utilise la répression policière pour organiser Parcousup et nous diviser. De plus de par ses actes, elle contribue à banaliser les violences policières dans notre société.

Nous réoccupons la faculté pour affirmer notre volonté d'ouvrir l'enseignement supérieur à toutes et tous et condamner la politique de la présidence.

En réoccupant le grand amphi, nous nous donnons les moyens de nous organiser pour lutter contre la Loi ORE. Nous ne laisserons ni les partiels, ni les flics, ni la présidence, nous freiner dans notre

mobilisation. La lutte ne s'arrête pas au blocage des partiels. Les mois de mai et de juin sont peut-être l'opportunité de lutter contre la loi ORE et de converger avec les lycéen.nes.

Nous exigeons le retrait de la loi Ore, la fin des interventions policières dans les facultés et la démission de Nathalie Dompnier.

Nous appelons à une grande assemblée générale ouvert à toutes et tous, aujourd'hui 23 mai à 16h dans le grand amphi de la faculté des quais. Suivi d'un repas partagé, ramenez votre bouffe et votre bonne humeur.

madrid

Madrid (Espagne) : Deuxième rencontre contre le système techno-industriel et son monde

reçu par mail / mardi 15 mai 2018

Deuxième Rencontre Contre le Système Techno-industriel et son monde

25, 26 et 27 mai au CSO La Gatonera (C/ Valentin LLaguno 32, métro Oporto (Madrid))

Les 25, 26 et 27 mai aura lieu la « deuxième rencontre anarchiste contre le système techno-industriel et son monde ». Un lieu où nous rencontrer, nous connaître, débattre, diffuser et aiguïser nos idées contre l'organisation industrielle du monde. Au long de ces journées il y aura un espace pour les éditeurs et des cantines 100 % végétariennes.

Nous voulons que cette rencontre soit un outil de plus pour combattre le système techno-industriel, parce que nous pensons que le terrain d'affrontement doit se concentrer sur le domaine du progrès technologique, puisque c'est ce qui trace les dynamiques actuelles et futures de la domination sur tous les aspects de notre vie : sociaux, politiques, économiques et environnementaux. Car contrairement à ce que défendent de nombreux gauchistes, un système technique ne pourra jamais être neutre, car indissociable d'un système économique, politique, environnemental et social.

Le projet techno totalitaire a déjà plus de deux siècles. Un projet qui donne le coup de grâce à ce qui reste d'imprévisible, surprenant et digne dans le monde. Une attaque contre tout ce qui s'oppose à l'organisation technique du monde. Une attaque contre l'autonomie, la liberté et la biodiversité.

C'est pour cela que nous devons refuser l'idéologie du progrès, celle qui rejette tout ce qui n'est pas quantifiable ; qui a un point de vue mécaniste sur les êtres vivants et la nature ; qui fait les louanges du déterminisme scientifique et transforme tout le vivant en marchandise.

Chacun des progrès du système techno-scientifique-industriel, qui a transformé le monde en un immense laboratoire dans lequel tout et tous sommes des cobayes, nous rapproche chaque fois un peu plus de la colonisation de nos corps (qui sont fragmentés en prothèses interchangeables), et de nos esprits (convertis en machines programmables algorithmiques). L'avancée des dites technologies convergentes NBIC (Nanotechnologie, Biotechnologie, Information et Communication), un projet du pouvoir né de la technocaste américaine qui cherche le contrôle des

éléments (en étant capable de modifier leurs caractéristiques naturelles) et des processus matériels de la vie sous toutes ses formes : animales (humains et non humains) et environnementales, est en train de réussir à contrôler le vivant de façon absolu.

On remarquera dans ce processus la reproduction biotechnologique de l'être humain, à travers ce qui se cache dans l'eugénisme. En suivant la logique de l'organisation industrielle, la procréation devient une énième partie de cette dernière.

Nous parlons de la production industrielle de bébés, dans laquelle le laboratoire devient en même temps une usine (où l'ouvrier-biologiste-technicien transforme le bébé en un produit standardisé, manipulé et personnalisé à la demande des patrons de l'ordre existant) et un supermarché où les parents choisissent l'article, euhh non ... le bébé, désiré et programmé. Les techniques ne manquent pas pour cela, depuis la PMA (procréation médicalement assistée), en passant par la FIV (fécondation in vitro) ou encore le diagnostic préimplantatoire. Ce business brasse déjà des milliers de millions partout dans le monde, et l'Espagne n'est pas à la traîne.

En rajoutant à cela les avancées technologiques continues, on voit se réaliser le grand rêve scientifique de détruire tout le vivant, tout ce qui est imparfait, qui n'est pas quantifiable, qui est incontrôlable, désordonné, tout ce qui échappe à leur logique mécaniste. La création de l'humain-machine, du monde machine, est chaque jour plus proche, si ça n'est pas déjà là.

Tout développement du système techno-industriel s'accompagne de grandes quantités de nocivités, détruisant l'environnement et les conditions de vie d'une façon brutale au cours des deux derniers siècles. Le système soumet tout ce qui est vivant à une dose d'intoxication continue qui prend des formes multiples, depuis les produits chimiques (qui sont la cause d'une grande partie des maladies modernes), les ondes électromagnétiques, les radiations nucléaires, et un très grand etcétera qui semble ne pas avoir de fin dans un monde artificialisé et programmé. Et c'est ce même système qui impose les solutions technologiques pour compenser ses propres dommages. Tout cela sous les applaudissements stupides de la gauche progressiste qui pense qu'il est possible d'en finir avec cette dévastation en soutenant l'État, ou par d'autres moyens réformistes.

Nous pensons qu'il y a deux façons d'agir face à la dévastation : nous pouvons implorer les autorités pour qu'elles nous fournissent des tablettes d'iode pour limiter les effets nocifs d'un accident nucléaire ou lutter pour la fermeture des centrales nucléaires ; nous pouvons soutenir la recherche sur les implants neuronaux pour réduire les effets du Parkinson, ou lutter pour détruire les pesticides chimiques qui sont la cause principale de cette maladie ; nous pouvons soutenir la reproduction artificielle de l'être humain ou lutter contre les usines de produits chimiques qui stérilisent la population... La vieille dichotomie : réforme ou révolution. Nous croyons qu'il n'y a pas de choix. Il n'y a rien à réformer dans le monde machine. Le changement climatique ne pourra pas se résoudre avec un État fort, et la biotechnologie ne mettra pas un terme à la faim dans le monde. Les problèmes créés par le progrès ne peuvent pas se résoudre par de nouvelles avancées technologiques, car cela ne fait que nous rapprocher un peu plus de l'abîme. Il n'y a que la lutte pour l'autonomie que nous fera récupérer nos vies et la liberté en finira avec la dévastation. Aucun Dieu ne nous sauvera, ni religieux ni scientifique. Nous ne pouvons pas nous empêcher d'observer, bien que brièvement, qu'une autre des caractéristiques de ce système de contrôle social, afin que tout le vivant soit manipulé, standardisé et programmé selon le bon vouloir des patrons, c'est la nécessité du contrôle absolu. Et dans ce contrôle absolu les avancées technologiques jouent un grand rôle : les Smart Cities, les réseaux sociaux, la biométrie, les tests ADN. Nous pourrions dire que grâce au Big Data et l'Internet des objets, le mouvement ou l'activité de n'importe quel être vivant ou objet sont totalement contrôlés.

Nous rajoutons enfin que nous ne voulons pas contribuer au catastrophisme, que nous considérons comme un outil utilisé surtout par des groupes de la gauche (parlementaire jusqu'aux anarchistes) afin de perpétuer l'aliénation. Face à une vie chaque fois plus artificialisée et superficielle il ne nous reste que la lutte, un long chemin vers la liberté et l'autonomie sur lequel il n'y a pas de place pour le dialogue ou la négociation avec ceux qui ont déclaré la guerre au vivant et à chaque être exploité et dépossédé.

Des anarchistes contre la nocivité

PROGRAMME :

-Vendredi 25 mai

19h Présentation-débat : « Smart City ... l'invasion digitale dans la vie quotidienne », par Negre i Verd.

-Samedi 26 mai

12h Présentation-débat : « Luddites, au-delà de la destruction de machines », par le collectif Moai.

16h Atelier pratique : « Laisser des traces ? », par Negre i Verd.

18h Présentation-débat : « Fukushima, l'énergie nucléaire et son monde : une épidémie d'ignorance », par Thierry Ribault.

20h « Les nouvelles frontières de la marchandisation du vivant et de la biologie reproductive », par des compagnones italiennes des collectifs «*Resistenze al nanomondo* » et « *Le Ortiche* ».

-Dimanche 27 mai

12h Présentation-débat : « Expériences dans la lutte contre la nocivité et le développement techno-scientifique : l'exemple italien », par des compagnones italiennes des collectifs «*Resistenze al nanomondo* » et « *Le Ortiche* »

16h Atelier pratique : « Médecine naturelle »

18h Présentation-débat : « techno-science et société industrielle », par le collectif «Cul de Sac »

marseille

[Brève] Barricades sur la Canebière suite à la finale, des condamnations



Suite à la défaite de l'OM en finale de la Ligue Europa, quelques affrontements ont eu lieu sur la Canebière et autour des Réformés. Comme lors de la victoire précédente, barricades enflammées et quelques arrestations ont marqué la soirée.

Dès la fin du match, la tension est montée sur le Vieux Port et a bien vite été noyée dans le gaz lacrymogène. Du commissariat, où se trouvaient de nombreux policiers en armure, on pouvait voir le nuage de gaz englober le port.

En remontant le long de la Canebière en direction des Réformés, de nombreuses petites barricades ont été érigées et incendiées à l'aide des poubelles, et ce jusqu'à la rue Consolat et dans les rues du Chapitre.

Barricade enflammée à l'entrée de la rue Consolat

Petit à petit, les CRS ont avancé, repris le contrôle des rues et fait éteindre les incendies par les pompiers. Une dizaine de personnes auraient été interpellées et passaient en comparution immédiate quelques jours plus tard.

Selon la Provence, des huit personnes étant en garde-à-vue, l'une a été condamnée à 14 mois de prison ferme avec mandat de dépôt, d'autres à des peines de quelques mois avec sursis.

[Brève] À consommer sur place ou à emporter ?

Mardi 22 mai, 11h30, le cortège s'ébranle sur la Canebière. Au programme, une petite balade tranquille d'une demi-heure jusqu'à Castellane, histoire de se dégourdir les jambes entre l'apéro et le repas de midi. Bienvenue à la manif-express, qu'on peut prendre à emporter pendant sa pause déjeuner. On arrête pas l'effcience !

Si le mouvement est de courte durée, le Mouvement quant à lui se massifie ! À tel point qu'on a vu une demi-douzaine de membres du syndicat Alliance - Police Nationale se joindre au cortège, leur drapeaux mêlés aux drapeaux bleus de l'UNSA et de la CGC. Il va peut-être falloir clarifier cette histoire de convergence des luttes. [1]

Petite touche de vie sous ce ciel morose, le camion de Solidaires repart vers la Canebière sur les voies du tram, accompagné par quelques dizaines de manifestant.e.s.

À samedi prochain !

[1] À ce propos, lire sur l'Expansive.info : [Récit de la manif inter-pro du 22 mai à Rennes](#) et [Pourquoi Alliance n'a pas sa place dans les manifestations](#).

nancy

Action à Nancy en soutien à la lutte à Bure contre cigéo et son monde

Une petite action dans les alentours de Nancy a été faite la nuit du 17 mai répondant à l'appel d'actions partout en solidarité avec les habitant-e-s du bois Lejuc, expulsé-e-s le 22 février 2018 et avec tout-e-s les militant-es anti-cigéo réprimées par l'état.

Une cabane a été trouvée en ville et des tags pour appeler à la journée de mobilisation du 16 juin à Bar-le-Duc ont été faits.

Quelques affiches ont été collées aussi.

Soyons nombreux-ses à [converger vers Bar-le-Duc le 23 mai](#) et [le 16 juin 2018](#) pour soutenir la lutte à Bure contre CIGEO et son monde !

Des participant-es de cette action, opposant-es au projet de poubelle nucléaire

nantes

Rébellion et/ou Révolte

Passéisme, silenciation, enfermement et fichages de ses sympathisants. La lutte de NDDL pour une alternative saine et éco-responsable victime de son succès.

Le dilemme moral plus que sécuritaire n'est pas affaire de justice puisque ses opposants principalement police et politiques en place manœuvrent pour décrédibiliser une convergence elle aussi en marche.

« ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait »

Du bocage de NDDL aux luttes syndicales et jusqu'aux cours d'écoles, il n'est plus seulement question ici d'un espace agricole bio et locale ni d'un symbole de guerre, mais bel et bien la cristallisation et le témoignage de valeurs communes écologiques et humanistes, glanés par des citoyens et des marginaux qui composent chaque jour une utopie de plus en plus viable... et c'est bien cela qui dérange les conservateurs radicaux.

« En lieu et place des trois années de gel annoncées par les principaux concernés, c'est dans l'immédiat et sous le lacrymo que la légalisation est exigée »

Plusieurs dizaines de milliers de militants actifs quelques milliers d'ultra-gauche et autres fers de lance qui se tiennent sagement convergent encore une fois avec des agriculteurs de tout poils et les légalistes de bonne volonté. Bien sûr travailleurs et étudiants ne sont pas en reste malgré leur dépendance plus directe à l'autorité.

Au-delà de ceci c'est toute une partie de la France qui est concernée, laissée pour compte et trop souvent tuée. Et toute cette urgence au nom d'enjeux contemporains caduques, reflétant ainsi notre chute écologique, sociale et économique contemporaine.

Finalement dans le 44 il n'est pas seulement de faire valoir des demandes administratives grotesques qui demandent à quelques habitants d'une ZAD qu'ils aillent tous courir après les miettes d'une chambre d'agriculture et de comité illégitime, et de bâcler la mise en place de l'association « faïtière », consensuelle et transparente, qui nécessite comme toute démarche sérieuse un travail long et ainsi donc le gel des terres, pour une période d'au moins 2 à 3 ans, voire une solution Larzac-iennes à défaut des 3 malheureux mois lâchés par un État qui détruit des maisons auto-construites comme celle des Sans Noms et enfermement des centaines de militants bienveillants et veut les fichier.

Philomène.

Militant d'ultra-gauche et utopiste.

nicaragua

Update from the Nicaraguan Insurrection : Horizontal Organizing vs. Left Neoliberalism and the Pitfalls of Nationalism

Two weeks ago, [we published](#) a report from the uprising in Nicaragua that began in April. Since then, the situation has only intensified. Here is an update from our comrades in Nicaragua, describing the most recent developments and the stakes of the struggle. In Nicaragua, we see an uprising against the neoliberal policies of a “left” government in which a movement is attempting to resist right-wing cooptation in the absence of an established anarchist or autonomous movement. We are concerned about the prevalence of nationalist and rhetoric and imagery, but we believe that it is important to support revolts against authoritarian governments in order to generate dialogue that could open up a revolutionary horizon. Just as it will not benefit leftists to support unpopular and oppressive “left” governments, it does not benefit anarchists to refuse to engage with insurgents whose goals are still evolving.

For the past month, Nicaragua has seen daily protests against the government of Daniel Ortega. This is being called *La Insurreccion de Abril* (“the April Insurrection”). Over the last two weeks, these protests have escalated to countrywide blockades and urban barricades. Organized students are occupying three public universities (UNA, UPOLI, UNAN). Nicaraguans in every major city have taken to the streets to demand complete systemic change, including the resignation of Daniel Ortega. Riot police and Sandinista Youth continue to carry out pro-government repression. Although things have quieted down across the country, the most affected cities of Masaya, Matagalpa, and Jinotega are still recovering from the aftermath of the riots.

“It’s been amazing to protest in the streets of Managua without government or Young Sandinista repression. We’ve been able to do this for ten days now. It’s the first time since Ortugas came to power that we’ve been able to take the streets in this way. I truly feel as if the city is ours. We’re witnessing amazing street art, art projects, and interventions. We don’t know what’s going to come out of the dialogue. Government reform, police reform, new elections, autonomous regions?

I feel good, but it has been exhausting. We have good days and bad days. I feel emotionally drained, just working and working and working. Not really taking time to think. It’s been exhausting to live on a day by day space and time. So many doors have been opened!

Classes began at UNAN, the largest public university in the country, on Monday, May 7. Students organized a protest inside the university campus, staging a sit-in and then spending the night. This continued until the university shut down. UNAN is now occupied with an estimated 500 students inside. The students are organized as a commune with rotating personnel guarding the barricades, receiving aid, maintaining communications, re-painting old murals, and staffing a medical center.

All the major roads towards the UNAN are barricaded and defended by students, causing major traffic congestion. Nevertheless, drivers cheer the students on as they pass the barricades.

The demands of the UNAN student groups are comparable to those announced by other student organizations: justice, peace, the completely restructuring of student unions, an immediate end to the repression carried out by police and Sandinista Youth, and university autonomy. Other universities, like UNA (the agrarian university), have already created their own student governments outside the state's framework of legitimacy.

The student representatives of the Coalition of Students have announced that the students of each university should organize as best fits their local conditions, whether that means through the UNEN [the government-sponsored student union] or outside of it—whatever path will lead towards educational autonomy.

During the second week of May, police and Sandinista Youth carried out periodic attacks on UNAN each night, but people protected the entrances to the universities with cultural activities like music and singing; people spent the night at the gates of the university to secure the safety of the students inside. It's now been about two weeks since the last major confrontations at UNAN involving police and Sandinista Youth.

In discussions with comrades who work and operate inside of UNAN, they report that they've never experienced this kind of togetherness and collectivity. They describe a union that transcends class, gender, and race, people united around the cause of justice and autonomy.

“Several contacts inside of UNAN advised me not to enter to conduct interviews, since it is likely that there are infiltrators from the Sandinista Youth inside the campus who would recognize me and might harass me outside.”

A map of the blockades around Nicaragua.

Managua experiences about four marches every day, organized in different parts of the city. Each march has a different theme and a corresponding location. Marches have been connecting new historic places, like *Camino de Oriente* (where the revolt started) and *Rotonda Jean Paul Genie* (the new roundabout, which is now a memorial site) to places like UCA and *Rotonda Ruben Dario* that are in the center of the city.

We have witnessed marches organized by diverse sectors of the population: various colleges and high schools, alumni marches, marches of teachers and professors, marches organized by the private sector. Mothers and family members of the victims murdered by the police have also led their own marches.

At the same time, taxi drivers have created their own protests, mobilizing around the spike in the price of gasoline. You can see the phrase *No + Alza* (“stop the rise”) painted on windows of taxis, buses, and cars.

Nicaragua pays the most for gasoline despite having the strongest relationship to Venezuela. There is no transparency in this transaction. A general boycott of PETRONIC, the State-owned petroleum company, is also taking place.

Revolt in the streets.

The confrontations are now predominantly occurring outside Managua in smaller cities like Masaya, Sebaco, Matagalpa, Estelí, and Granada. These confrontations have led to looting and chaos in the streets as families try to protect their homes and businesses. Since the police and state officials are doing the absolute minimum, in some places there has been a push towards self-government and local assemblies. We have seen several small business sectors organize themselves to prevent looting and crime; at the same time, we have seen groups making deals with the local police to protect neighborhoods.

Most of these confrontations occur when the police disrupt protests, creating a state of emergency in a given locale. This gives looters an incentive to attack gas stations and supermarkets. Pro-government news sources then report the looting, blaming the protestors for everything. It is [well-documented](#) that the police have used [live ammunition](#) on protesters.

We can see the response to these confrontations on the walls of the city streets. *Sin Justicia no hay Paz!* “There is no peace without justice!” *No eran delincuentes, eran estudiantes.* “They were not thugs, they were students.” *Se busca asesino* with an image of Daniel Ortega: “Wanted Murderer!”

Fue el Estado (“it was the state”) is one of the most popular slogans we see spray-painted in every corner of the city. This slogan conveys the popular idea that the Orteguista government has corrupted the state, and the state is responsible for all the violence, destruction, and death. In this narrative, the solutions that are implied are oriented toward restructuring the state so that it will cease to be affiliated with a political party and more “neutral,” catering to the needs of the whole population, not just the Orteguistas. Obviously, this is not an anarchist analysis.

Solutions outside of the state are slowly emerging, but the process is not complete. Neighborhood assemblies, community patrols, student unions, trash collection schedules, and pirate transportation have emerged as necessities in practice: short-term solutions. As anarchists, it’s our task now to demonstrate that these can offer long-term possibilities for autonomous community-run participatory structures.

Live ammunition.

On Monday, May 14, it was announced that the “dialogue” between the state and the student movement plus the private sector and “civil society” [various NGOs and other groups] would occur on Wednesday, May 16. The student movements originally stated that they were willing to engage in dialogue, but that the ongoing police repression made it impossible. Nevertheless, a day later, a part of the student movement agreed that they would be at the dialogue table.

So far, three sessions of this dialogue have taken place. Everyone expected the first session to turn out to be a trap set for the students, but in fact it was a trap for the state. The church (the mediators of the dialogue), “civil society,” the private sector, and the *campesino* movement all supported the students in their demands that the government put a stop to the repression and recall all police personnel. For the first time in Nicaraguan history, a student interrupted the dialogue, stood up to face Daniel Ortega, and attacked him on account of his authoritarian and violent government. Daniel Ortega and Rosario Murillo never give interviews to the press, so it was amazing to see them so vulnerable.

Daniel Ortega and Rosario Murillo did not attend the second session of the dialogue; their representatives did, but arrived two hours late. The second session of the dialogue concluded with an agreement that the government would have their police and paramilitary forces stop attacking protestors in return for the students calling for the road blockades to be lifted. The road blockades have completely paralyzed the economy. Despite this agreement, the Agrarian University was attacked on the night of Saturday, May 19 and four students were injured. Consequently, the deal was called off and the blockades went back up.

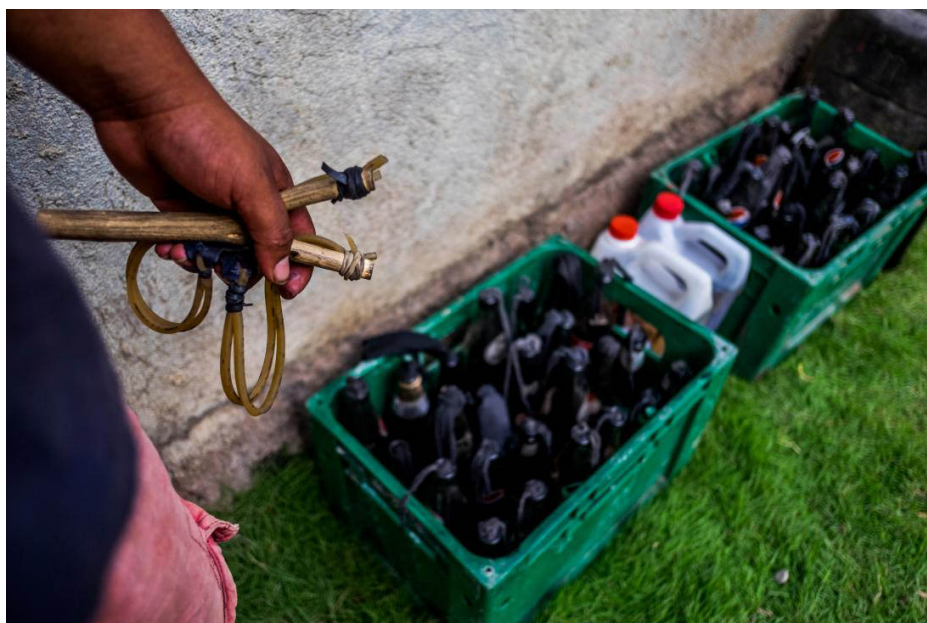
The third session of the dialogue ended with no consensus. The barricades remain in place as of the night of Monday, May 21.

A key player in all of this is the CIDH (*Comisión Interamericana de Derechos Humanos*, “Inter-American Commission for Human Rights”). They have just [announced](#) that they have documented at least 76 people killed and 868 injured during the uprising. This report could trigger international repercussions against the Ortegas. The CIDH, of course, is essentially a neoliberal organization answering to the Organization of American States.

The immediate demands presented to the government include justice for all the people who have been murdered in the course of the repression. This would involve a trial of the government and police officials responsible for their deaths. Through such a trial, there would also be a push towards separating the police from the Orteguista party, as originally stipulated by the constitution. A more far-reaching reform of the police could also happen. Through this reform, people will also push for a complete change in the system of government, including educational autonomy and separation between the Orteguista Party and public institutions.

The *Autoconvocados* (“Self-Assembled”) movement controls the streets with the power to mobilize hundreds of thousands in Managua, enjoying the freedom to protest for the first time in over ten years. Any negative response or suspicious activity of the government will be received with public demonstrations.

No justice, no peace.



Improvised munitions.

On Horizontal Organizing

The *Autoconvocados* movement is an umbrella term that can be used by everyone, but only some events are approved and legitimized by the *Autoconvocado* committee, a group of about 10 organizers that run the official [Autoconvocados Twitter account](#), among other things, to which they post official events. This group operates through consensus and has no leaders.

The Student Coalition is the group representing the students in the dialogue with the rest of the State. This coalition includes representatives of major universities all over the country. It is a coalition of five different student groups, operating horizontally and through consensus. According to the media, two leaders have emerged; this is how the media attempts to create leadership. In fact, the organizing is very much horizontal. This student coalition has the capacity to rally hundreds of thousands of people, setting the tone for the discussion and reaction. One part of the coalition is the [Coordinadora Universitaria Por la Justicia y la Paz](#); out of those with delegates in the dialogue, they have been the closest to a feminist perspective.

All the other public affinity groups that have emerged, like the *Artistas Autoconvocados* and *Arquitectos Autoconvocados* (artists and architects), are basically different sectors that are organizing themselves non-hierarchically to set up actions and promote events. There are no public leaders in these movements, only delegates and representatives.

Overall, the most obvious aesthetic of the opposition is nationalism. It is under this banner that all the solidarity and direct action has happened.

All the same, there is a lot that is horizontal about this movement. Small affinity groups organize through social media to deliver medical supplies, food, and resources to communities that have suffered from rioting and looting. Basically, these horizontal organizations are promoting a culture of participation and consensus. A culture of listening and suggesting. A culture of face-to-face politics. A culture of solidarity and inclusivity. A culture of direct action. All things we would have never learn through “party system” politics.

In terms of the future, it is this practice that is creating the theory for the short-term goals. Practices come first. First, we need people in the streets to react to the immediate actions of the government. But in this situation practice cannot create long-term goals. For that, we will need theory.

Text Messages from the Uprising

“Today was the happiest day of my life.”

“I’m at the safehouse making bulletproof shields out of garbage cans.”

“They are killing us with snipers, send help send help”

“I’m on my way to Costa Rica. There were people outside my house telling me that they were going to burn down the house and kill me.”

“A tree of life fell on top of E——!”

“There are barricades surrounding your neighborhood, you can’t get in.”

“I have a group of 70 gang members ready to fight, just let us know where to go.”

“We need to occupy the Central American University.”

“Your meme made the national newspaper!”

“Friends, just got out of a meeting, our TV show has been canceled, it was too radical.”

“They’ve burned two trucks in front of my house. And the house behind mine is on fire. I need to get out of here.”

“I’m outing pro-government supporters on Tinder.”

“Don’t worry, V— sent a drone to check out the situation.”

“Friends, I made this new group because I think there were infiltrators in the other group.”

“VICE wants an interview, what should we tell them?”

“To go fuck themselves.”

A roadblock.

nice

Nice : Des dégradations à la fac

[NdAtt. après qu’un autre président de fac, comme le doyen de Montpellier, s’est pris pour un shérif menaçant une personne qui participait à un blocage, quelqu’un à donné une belle réponse, à la faveur de la nuit...]

extrait de France3 / jeudi 17 mai 2018

[...] Selon la présidence de l’université, des dégâts ont été faits plus tard dans la nuit pour compromettre la tenue des examens. « Des individus se sont introduits dans la nuit de mercredi à jeudi dans le campus Valrose **dégradant plusieurs amphithéâtres par l’inscription de tags et insérant de la colle dans les barillets des amphithéâtres afin d’empêcher la tenue des examens** prévus ce jeudi 17 mai. Grâce à l’intervention du personnel de l’Université présent sur le campus, les salles ont pu être rouvertes et les examens ont pu se tenir tout de même » est-il précisé dans un communiqué.

L’Université condamne fermement ces intrusions et dégradations et a procédé à l’évaluation du coût de la remise en état des bâtiments. Dans le grand château, un store électrique ne fonctionnerait plus, idem pour une porte de sécurité. Des moulures et peintures dans la salle des actes seraient détériorées.

Sur le Campus Valrose, 6 amphis seraient concernés avec des 24 barillets détériorés ou à remplacer et des tags ça et là. [...]

This entry was posted in [Brûle ton école](#) and tagged [Alpes-Maritimes](#), [Nice](#), [Parcoursup](#). Bookmark the [permalink](#).

paris

[Sur les pratiques de quelques populations étudiantes](#)

Paris IV occupée : les proto-flics dégagent des étudiants de leur université !

Mercredi 16 mai, des occupants du site de Clignancourt sont parvenus à exclure de leur occupation une bande de dangereux agitateurs à prétentions révolutionnaires.

La bande en question, constituée selon nos estimations de deux à cinq individus, se seraient – selon les dires des occupants – rendus coupables d'un crime de *lèse-université* : ils auraient, dit la rumeur (ou la légende ?) eu l'extrême impudence de taguer « MORT A L'ETAT » sur l'un des murs du site de Clignancourt. Il faut avouer que l'existence de tag dans cette belle institution, chèrement défendue par ses occupants (une telle passion pour l'ordre a de quoi laisser planer le doute sur la radicalité desdits bloqueurs...), pouvait légitimement surprendre, puisqu'un comité informel de gestionnaires avait *interdit* toute dégradation du complexe universitaire-carcéral, au nom du bon déroulé de ses *négociations* avec l'administration (s'inscrivant ainsi dans la plus sombre tradition réformiste).

Ce comité de bons citoyens avait également eu la courtoisie de signifier à notre bande de dangereux agitateurs que cette occupation était la leur, et non pas celle de n'importe qui (comprenez : la fac appartient à ceux qui la *gèrent*).



Mercredi 16 mai 2018 : dernière apparition de la vieille lutte de la bureaucratie étudiante, dans sa version citoyenniste la plus récente, contre la subversion

A ce premier crime, suivi d'une menace d'exclusion (notre comité ayant la politesse de prévenir avant de vous mettre dehors à coup de bureaucratie au cul), s'était ajouté le très vandale

débranchage (!) de deux caméras de surveillance, dans l'optique de comploter en toute tranquillité contre la prise de pouvoir par les gestionnaires de l'occupation de Clignancourt.

Heureusement pour nos bureaucrates en devenir, ces malheureux agitateurs furent renvoyés sur vote du Comité de mobilisation (ce conseil de discipline auto-institué aura eu le mérite de tracer la continuité entre l'autoritarisme administratif et ses défenseurs dans les rangs de la lutte). Notons, au passage, que pour d'ardents partisans du citoyennisme, nos apprentis-flics se passent facilement du vote de l'AG pour renvoyer ce qui risque de la mettre en péril – par ailleurs, ces charmants bureaucrates ne semblent pas avoir de problème à laisser l'UPR discourir dans « leurs » AG. Il faut donc en conclure que, pour les occupants de Clignancourt et son pouvoir reconstitué, Asselineau vaut mieux que l'expression sous-subversive de quelques individus en mal d'absolu – qu'on aurait peut-être d'ailleurs pas dû sous-estimer, dans la simple mesure où une lutte intestine dans les règles de l'art aurait au moins eu le mérite d'animer l'ambiance cafardo-cadavérique qui règne sans partage sur les AG de Paris IV.

En somme, les nouveaux bureaucrates de Clignancourt auront démontré ce jour-là qu'à force d'oublier de tuer le flic dans nos têtes, on finit par en devenir un soi-même.

Au moins 2 détentions provisoires et des interdictions de séjour suite à la manif du 22 mai

La justice à la chaîne bat son plein au palais de justice de Paris. Nous apprenons que 2 camarades ont été placés en détention provisoire jusqu'à leur procès qui aura lieu dans plus d'un mois, le 29 juin. Personnes interpellées dans le cortège du 22 mai. Jamais, même pendant la loi Travaille !, les consignes du parquet n'avaient été aussi bien suivies par les juges : mater la meute par la prison ! Rappelons qu'après le 1er mai, 5 prévenu-e-s avaient gagné le droit de préparer leur procès en détention (entre-temps trois ont été libéré-e-s).

Cet après-midi, trois salles d'audiences avaient été mises à disposition de la justice d'abattage, pour traiter les cas de 50 personnes dont la garde à vue avaient été prolongée de 24h mercredi soir. Après des mises en examen visant des mineur-es prononcées hier, au moins 7 rappels à la loi ce matin (sans doute concernant des mineur-e-s), voilà un bilan partiel pour vendredi (mis à jour samedi matin) :

- 2 personnes en détention provisoire (procès 29 juin) ;
- 6 personnes sous contrôle judiciaire (CJ), interdites de XII^e et de communiquer entre elles en attente de leur procès le 15 juin ;
- 2 personnes sous CJ avant leur procès (15 juin), l'une avec interdiction totale de pénétrer en Ile-de-France avec pointage en province ; l'autre avec interdiction de XII^e et de se « montrer » en manif d'ici là ;
- 2 personnes en attente de leur procès en septembre et octobre.

A noter que pour les 6 personnes interdites de rentrer en contact, procureurs et juges les ont chargé pour avoir refusé de cracher au bassinet pour donner leur ADN ; le proc voulait même, pour ce seul délit, des détentions provisoires !

D'autres personnes étaient encore jugées après 20h, bilan final plus tard.

Le groupe légal

Maison d'Arrêt des Femmes de Fleury-Mérogis : Faune et parler sauvages

Indymedia Nantes / mercredi 23 mai 2018

Samedi 19 mai, au premier croissant de lune, une quinzaine de personnes et un chevreuil se sont rassemblées derrière la maison d'arrêt des femmes de fleury-Merogis.

A coup de pétards et de slogans, nous attirons l'attention des prisonnières: Liberté ! Solidarité ! Les barreaux de l'état ne vous briseront pas ! Crève la taule ! Brique par brique et mur par mur, nous détruirons toutes les prisons ! Puis un feu d'artifice s'élève et gronde, brisant les murs de l'isolement. Les prisonnières se manifestent à leur tour, donnant plus de voix à nos slogans. Entendre ces cris de femmes déterminées nous donnent des frissons et une joie qui semble retentir de chaque côté des murs. Après 20 minutes de ces chaleureux échanges, nous repartons, sourire aux lèvres, laissant derrière nous un petit feu de joie, comme un symbole.

Nul n'a troublé cet intense moment...si ce n'est notre camarade chevreuil.

Solidarité avec les femmes, les personnes trans et non-binaires incarcérées et invisibilisées !

Liberté pour toutes les personnes enfermées dans les différentes geoles de l'état (hôpitaux psychiatriques, zones d'attente, centre de rétention administrative, prisons...) !

Paris : Affrontements à la manif (et le lycée investi devient un piège) – MAJ2, du 25/05

extrait du Monde / mardi 22 mai 2018

[...] « Un groupe de 200 individus cagoulés et violents a pris la tête du cortège », signale la préfecture de police. **De brèves échauffourées ont éclaté entre les forces de l'ordre – qui ont fait usage de canon à eau et de gaz lacrymogène – et ces manifestants encagoulés.**

Après le passage du cortège place de la Bastille, **quelques dizaines de manifestants ont détruit des abribus, brisé des vitrines de magasins rue de Lyon (12^e arrondissement) et jeté des projectiles en direction des forces de l'ordre.** A l'issue de ces brefs heurts, **24 personnes ont été interpellées pour « participation à un groupement violent »,** selon la préfecture de police.



Après la dispersion de la manifestation, « plusieurs dizaines de personnes ont pénétré dans le lycée Arago » (12^e arrondissement), situé sur la place de la Nation, a ajouté la préfecture de police, précisant que sur « réquisition du chef d'établissement », les forces de l'ordre sont intervenues pour mettre fin à l'occupation. **101 personnes ont été interpellées,** dans « un premier temps pour contrôle d'identité », selon la préfecture.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a par ailleurs été invectivé par des manifestants aux cris de « dégage, pourri », « barre-toi », « à bas le parti socialo » [et ils s'est effectivement barré sous la protection des flics chargés de sa sécurité; NdAtt.]



rebelote...

Mise-à-jour du 23 mai :

Apparemment les personnes interpellées hier seraient encore (le 23 au soir) en garde-à-vue.

(Mais il y a pas que Paname !)

A Rennes les flics syndiqués sont dégagés du cortège

extrait d'Expansive / lundi 21 mai 2018

[...] Quel étonnement en arrivant place Charles de Gaulle à 11h de voir la CFDT en tête et **le syndicat de keufs Alliance tronant en plein milieu de cortège**, devant le bureau de poste des postier·ères en grève !

Face à cet affront, quelques personnes déter' réussissent à se positionner devant le camion d'Alliance et **commencent à invectiver les keufs. Un « capture the flag » est alors lancé. La maison poulaga y perd quelques drapeaux.**

Une petite mêlée et quelques coups plus tard, une petite foule fait pression afin de faire reculer la dizaine de keufs qui ne demande pas son reste. Face à face tendu sous les cris de « tout le monde déteste la police » et « Babacar, on n'oublie pas, on pardonne pas ». Le camion recule sous

les huées des manifestant·es, et les membres d'Alliance sont expulsés du cortège sous la protection de la BI qui arrive à toute allure. [...]

Mise-à-jour du 25 mai :

Bilan de la répression pour le jeudi 24 mai

extrait de Paris-luttes.info / jeudi 24 mai

[...] Si la plupart des personnes interpellées sorties aujourd'hui de GAV (environ 50, après 24 heures de garde à vue et 20 heures au dépôt du palais) se sont vues notifier un « rappel à la loi », on dénombre **près de 25 personnes mises en examen (avec des contrôles judiciaires notamment) !**

[Le vendredi 25 ça sera le tour d'] à peu près le même nombre de personnes, cette fois-ci après 48 heures de garde à vue et le même temps au dépôt, qui se retrouveront dans les mêmes situations, et sans doute quelques unes jugées en comparution immédiate.

Rendez-vous à 13h devant et dans le Palais de justice – Métro Porte de Clichy ligne 13 – pour soutenir les personnes en comparution immédiate et entourer nos camarades ou proches.

NdAtt. : Les personnes interpellées dans le Lycée Arago seraient poursuivies, selon les journaux, pour « participation à un attroupement en vue de commettre des dégradations ou des violences » et pour « intrusion non autorisée dans un établissement scolaire ».

extrait du Parisien / jeudi 24 mai

A la suite des heurts qui ont émaillé mardi, à Paris, la manifestation des fonctionnaires, et des 128 gardes à vue décidées mardi, **73 personnes – dont 33 mineures — ont été déférées** en vue de leur présentation ce jeudi devant un juge. Le parquet a également prolongé une cinquantaine de gardes à vue. [...]

Vingt-trois personnes avaient été interpellées lors de ces heurts. En début de soirée, 102 autres personnes avaient été interpellées après avoir tenté d'occuper le lycée Arago (XII^e arrondissement) dans lequel elles avaient pénétré après la dispersion du cortège place de la Nation, selon la Préfecture de police (PP) et le parquet.

Parmi les 40 mineurs arrêtés, un jeune homme a été remis en liberté mercredi et un autre a reçu une convocation pour être jugé ultérieurement. 33 doivent être présentés ce jeudi à un juge pour enfant qui décidera d'éventuelles poursuites à leur encontre, pour intrusion dans l'établissement scolaire. Cinq étaient toujours en garde à vue jeudi matin, qui a été prolongée. [...]

Sur les 88 majeurs interpellés, âgés pour la plupart de moins de 30 ans, 40 ont été déférés mercredi soir en vue d'une présentation devant le parquet et 43 ont vu leur garde à vue prolongée. Quatre ont été remis en liberté et un dernier fait l'objet d'une procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC), une mesure alternative au procès.

A Lille aussi on déteste les flics, syndiqués ou pas

France3 / mercredi 23 mai 2018

Le syndicat Alliance Police défilait hier après-midi dans le centre de Lille au sein de la manifestation pour la défense de la fonction publique, quand **plusieurs de ses membres ont été pris à parti**, selon le secrétaire régional adjoint d'Alliance Police nationale Arnaud Boutelier [*sa gueule ci-contre, ça servira pour d'autres fois; NdAtt.*], qui confirme une information de 20 Minutes.

« *Le cortège a quitté la Porte de Paris à 15 heures* » raconte ce dernier. Puis vers 15h15, survient « *une population très hostile à la présence du syndicat. Ils ont vu nos drapeaux bleus Alliance* ». Entre trente et quarante personnes, précise-t-il.

Arnaud Boutelier ajoute que leur groupe, d'une vingtaine de personnes a été encerclé, « *pris en étai* ». « *Ils nous ont traités de sales flics, de violeurs d'enfants* » relate le policier, « *outré* » par ces insultes. « *Je me suis trouvé désarmé* ».

« *Il y avait des femmes dans le cortège, toutes menues, 1m60, du personnel administratif qui pour certaines étaient grand-mères* » précise-t-il. « *Elles sont choquées !* »

« *J'ai reçu quelques coups, mais j'ai pu m'extirper pour aller demander de l'aide auprès de collègues* ». Par la suite, « *j'ai déposé plainte au nom du syndicat Alliance Police Nationale* » ajoute le n°2 du syndicat dans la région, qui précise que « *le directeur départemental a été avisé et la hiérarchie suit l'affaire de très près* ».

« *C'est intolérable* » s'émeut le policier qui, « *en douze ans de syndicat, [n'a] jamais vu ça.* » « *Il inadmissible qu'on soit pris pour cible !* »

À l'issue de la manifestation, deux personnes sont interpellées et placées en garde à vue, précise-t-il. Une information confirmée auprès du commissariat de Lille, qui évoque « *deux individus interpellés pour des menaces proférées à l'encontre de membres du syndicat Alliance* ».

Sartrouville (Yvelines) : Combien ça coute cinq camions poubelle ?

Le Parisien / mercredi 23 mai 2018

Un homme casqué a jeté **un engin incendiaire sur un camion poubelle, au centre technique municipal, avant de prendre la fuite. Le préjudice de l'acte criminel est estimé à 900 000 €.**

Affairés sur le parking du centre des services techniques de Sartrouville, les agents démunis scrutent les véhicules carbonisés, essayant de deviner lequel des cinq camions détruits a été visé par l'engin incendiaire lancé dans la nuit de mardi à mercredi. Un incendie criminel qui a détruit cinq camions poubelles, sans toucher les bâtiments du site, suffisamment éloignés. Le préjudice est estimé à 900 000 €.

Le feu s'est d'abord emparé d'un camion garé dans l'enceinte de l'entreprise. Mais les flammes se sont propagées à quatre autres engins qui se trouvaient à côté du premier. « La valeur unitaire d'un camion s'élève à 180 000 € », précise une source proche de l'affaire.

Les caméras de vidéosurveillance de la ville ont permis de voir qu'un homme casqué a jeté un engin incendiaire sur le véhicule avant de prendre la fuite. Des recherches ont été menées par la police durant la nuit mais le mystérieux incendiaire n'a pas pu être retrouvé, même s'il a été pisté jusqu'à la cité des Indes. [...]

This entry was posted in [Antiélectoral](#) and tagged [Sartrouville](#), [Yvelines](#). Bookmark the [permalink](#).

Contre Parcoursup, on bloque tout !

#Parcourshit - après la catastrophe, tout bloquer devient Vidal !

Finalement, nous nous sommes trompés. Sur tout ce que nous avons pu imaginer, c'est pire encore. En une soirée, l'ouragan Parcoursup s'est abattu dans tous les lycées : lycéens recalés de tous leurs vœux, en liste d'attente partout, des listes d'attente de plusieurs centaines de personnes, interminables. On ne compte pas non plus les divers bugs, ici et là, auxquels personne n'est en mesure de répondre.

Nous savions que les universités allaient explicitement sélectionner, on savait que les algorithmes locaux seraient gardés secrets, on savait que des milliers de lycéens allaient se faire sortir de la fac, mais nous n'imaginions pas être la génération « en attente ».

Si le gouvernement mise sur le temps, nous dit d'attendre, il s'agit justement de ne surtout pas attendre, surtout PLUS. Il sera trop tard en plein été, lorsque la communication gouvernementale s'effondrera définitivement et que les lycéens en attente se verront refuser de tous leurs vœux, que des commissions de carton seront ouvertes, que des réorientations forcées seront opérées, pour arrêter d'attendre.

Alors, dès jeudi : tout bloquer. Bloquer les lycées, les facs, les flux. Occuper même. Déjà trois occupations de lycée en une semaine, à Paris. Ils débloquent, ils évacuent, ils sélectionnent, ils mentent, mais nous n'attendrons pas. Dès jeudi, jusqu'au bac.

#11hNation

#ToutBloquerDevientVidal

#Parcoursupercherie

Seine-et-Marne : Aveugler les yeux de l'État

Le Parisien / jeudi 24 mai 2018

Les faits se sont produits dans la nuit de mercredi à jeudi. **À Melun, deux jeunes ont été interpellés après avoir tagué une caméra. À Ozoir, il y a eu une tentative d'incendie d'un équipement de vidéoprotection.**

Deux caméras de surveillance ont été les cibles d'individus dans la nuit de mercredi à jeudi, à Melun et Ozoir-la-Ferrière.

À Melun, un mineur et un majeur ont été **interpellés par des policiers, après avoir commencé à taguer une caméra**, rue des Frères-Lumières, vers 23 h 35. Les deux jeunes hommes âgés de 16 et 22 ans s'étaient munis de bombes aérosols et étaient montés sur un escabeau pour commettre leur méfait.

À la vue des policiers, ils ont tenté de s'enfuir mais ont été vite arrêtés. Les premières investigations ont montré que le mineur a fugué d'un foyer du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis). L'adulte a affirmé habiter le même département.

A Ozoir, dans la cité Anne-Frank, vers 0 h 50, **un ou plusieurs individus ont mis le feu à une poubelle placée au pied d'un mât, en haut duquel se trouvait un équipement de vidéoprotection. Ce dernier a cependant été épargné par les flammes**, qui ne sont pas montées si haut.

Parcoursup : Deux lycées bloqués dans les Hauts-de-Seine

Le Parisien / jeudi 24 mai 2018

Ils ne veulent pas de Parcoursup, la nouvelle procédure d'accès à l'enseignement supérieur, qui remplace le système APB, admission post-bac. Aux **lycées Paul-Lapie, à Courbevoie, et à Albert-Camus, à Bois-Colombes, des lycéens ont décidé de bloquer leur établissement, ce jeudi matin. Mais les élèves ont finalement pu entrer en cours.**

Dès 8 heures, des tracts ont été distribués à Courbevoie par des élèves -150 selon la police- puis une cinquantaine d'entre eux se sont rendus en cortège au lycée voisin de Bois-Colombes. Sur place, vers 11 heures, **la police a interpellé puis placé en garde à vue trois garçons en possession de pétards. La garde à vue a été levée ce jeudi soir.**

Les lycéens exprimaient aussi leur déception quant aux résultats mis en ligne mardi soir sur la nouvelle plate-forme Parcoursup, où ils ont consulté les premières réponses à leurs vœux de formation post-bac.

Au niveau national, 53,5 % des lycéens ont reçu une réponse positive (contre 80 % avec APB en 2017) à l'un de leurs dix vœux. « 70 % de mes élèves en STMG n'ont pas de proposition ferme et sont en attente. Les seuls qui ont reçu des réponses positives sont ceux qui ont demandé des filières dans le privé, constate Marie-Pierre Carloti, professeur de terminale au lycée Montesquieu du Plessis-Robinson et secrétaire générale adjointe du Snes 92. C'est très violent à quelques jours du bac ». Le bac a déjà commencé pour certains candidats, puisque des épreuves (dans les disciplines en option) avaient lieu ce jeudi matin au lycée de Courbevoie. Elles se sont déroulées normalement malgré le rassemblement devant les grilles.

« La garde à vue, c'est stylé ».



Ce jeudi 24 mai, soixante mineurs en garde à vue suite à l'occupation du lycée Arago. Après les 400 000 exclusions liées au dispositif Parcoursup, les parents comprennent de moins en moins ce qui arrive à leurs enfants.

Le TGI de Paris-Batignolles n'est pas un tribunal, c'est un building, le siège d'une banque prestigieuse, une immense machine à juger... et à broyer. Tout est neuf, blanc, rutilant, transparent : la justice n'a rien à cacher. Le hall d'accueil est immense, hors-échelle, écrasant. Les étages, les ascenseurs et les passerelles de verre se succèdent à perte de vue. Quiconque rentre ici comprend qu'il n'est rien dans l'immense fourmilière où se presse une multitude d'insectes en robe noire. Personne ne s'appartient plus, vous voilà perdu jusqu'au vertige : voilà ce que comprend celui qui se rend au guichet P 14 (3^e étage) du TGI de Paris-Batignolles.

La salle P 14 est vide, il faut très vite comprendre le fonctionnement du lieu. Derrière la vitre blindée qui vous met en confiance, une employée au visage émacié répertorie les « déferés ». Il faut décliner nom et prénom pour que celle-ci vise sur l'immense liste le sors attribué au « déferé ». « - Non, pour vos étudiants, il n'y a pas de confirmation de comparution immédiate. Mais c'est le procureur qui va décider. Ils sont tous là ». Il faut attendre, cela durera huit heures.

Une mère passe, l'attente est propice aux contacts. Elle m'explique que sa fille a été arrêtée il y a deux jours à 19h 30. Sans nouvelle et folle d'inquiétude, il lui a fallu attendre trois heures du matin pour qu'une voix lui annonce que celle-ci était en garde à vue pour « appartenance à un groupe violent, qui s'était introduit dans un lieu en vue de troubler l'ordre public » et aussi « que cette garde à vue était bien fait pour elle, et que cela allait lui servir de leçon ». Mais la voix ne précisait pas si elle parlait de la fille ou de cette mauvaise mère en tailleur-pantalon qui avait éduqué sa fille dans le gauchisme enragé de la plus stricte observance.

Dès 19 h, les membres du « groupe violent » ont donc été enfermés dans un bus afin de protéger les honnêtes citoyens : sans nourriture, sans boisson, sans toilettes et sans lumière. La police a eu pour ordre de frapper fort, de faire du chiffre, elle s'est exécutée et a ramassé qui trainait. Mais elle était maintenant bien embarrassée avec tous ces jeunes enfermés, et après le parfum d'une magnifique victoire, elle ne savait plus vraiment que faire d'eux : il a donc bien fallu répartir toute cette chair humaine dans une dizaine de commissariat de Paris et de sa banlieue. Certains des plus jeunes (14 ans) étaient évidemment terrorisés, puisque le but de la garde à vue est de créer un choc psychologique pour obtenir des aveux immédiats du suspect. Les étudiants, plus habitués à l'omniprésence de la maréchaussée dans les facs depuis de nombreux mois ont donc tenté de rassurer les plus jeunes. Complètement rassuré, l'un d'eux a fini par conclure : « -La garde à vue, c'est quand même stylé ».

Ensuite il y a eu la procureur, qu'on disait « particulièrement pointilleuse », tout le monde a donc passé une nouvelle nuit entre tribunal et commissariat avant d'être « déféré ». Certains parents, toujours sans nouvelles, arrivaient maintenant au guichet, très éprouvés, agitant dans leurs mains fébrile une convocation rapidement imprimée sur l'Epson Stylus Color familiale. Un philosophe de profession, qui écrivait des ouvrages sur la désobéissance civile, se demandait s'il devait encore continuer à les publier. Une mère hurlait qu'on lui rende son fils. Une trentaine de parents se soutenaient maintenant mutuellement dans la salle. Mais celle-ci était devenue trop petite pour contenir le trop-plein d'angoisse accumulé depuis bientôt deux jours. D'autres parents commençaient aussi à s'amasser au pied de l'immense building, criant leur désespoir, hurlant contre Parcoursup et sa police.

La salle ressemblait maintenant à n'importe quelle réunion de rencontre parents-profs. On a pu jauger les situations, mesurer les profils des différents jeunes et partager l'absurdité de la situation présente. Du dehors montaient les chants de plusieurs centaines de personnes assemblées devant le tribunal. Un policier a soufflé à un de ses collègues « - Ce ne sont que des jeunes qui chantent et qui font du chahut ». Le problème c'est qu'on criminalisait maintenant le chahut et que cela se terminait au tribunal. Toute la colo risquait maintenant la prison. Un avocat nous dit alors que seize mineurs avaient été d'ores et déjà été « mis en examen », seize autres jeunes allaient passer une troisième nuit au commissariat, quant à certains ils risquaient l'interdiction de paraître dans certains lieux (Opéra, Festival de Cannes ?).

Dans les commissariats, les policiers, peu habitués à ce genre de clientèle n'en revenaient pas. « -Et pour le passage devant le juge faut-il amener un costume ? ». « -Doit-on amener à manger pour notre enfant ? ». Les parents arrivaient souvent en couple. Certains se sont fait jeter comme des malotrus. Mais ce qui les a le plus intrigué la maréchaussée, c'est notre réunion. Il y avait dans le groupe de parents rassemblés le type de solidarité qu'on rencontre pendant les catastrophes humanitaires. En prenant soin de l'autre, chacun se demandait si les initiatives de ce gouvernement n'étaient pas en soi des catastrophes humanitaires.

Quand la pression des parents (retenus par des rangées de CRS hors du tribunal) se fit trop forte, que chaque mère se mit à hurler face aux caméras de la presse accourue, le tribunal comprit que la situation lui échappait et tournait au fiasco. Pourquoi un président avait-il kidnappé soixante mineurs pour imposer une réforme impossible à mettre en œuvre (400 000 jeunes en pleine angoisse et sans affectation à l'université en pleines révisions du bac). Tout cela ressemblait à un aveu d'impuissance. Les sorties se firent beaucoup plus rapides. Comme si l'institution judiciaire n'était pas prête à suivre un roi fou dans ses délires.

Au fur et à mesure des ovations qui acclamaient chaque sortie, ce qui devenait de plus en plus évident pour la joyeuse foule, -rassemblée comme pour un retour de voyage scolaire, et se racontant ses souvenirs de détention-, c'est que la garde à vue, plus que le baccalauréat, marquait maintenant l'entrée véritable dans la vie adulte.

rennes

Récit de la manif inter-pro du 22 mai à Rennes

Ce mardi 22 mai marquait la troisième journée de mobilisation dans la fonction publique, avec un appel à la grève lancé par les sept syndicats de fonctionnaires.

Quel étonnement en arrivant place Charles de Gaulle à 11h de voir la CFDT en tête et le syndicat de keufs Alliance tronant en plein milieu de cortège, devant le bureau de poste des postier·ères en grève !

Face à [cet affront](#), quelques personnes déter' réussissent à se positionner devant le camion d'Alliance et commencent à invectiver les keufs. Un "capture the flag" est alors lancé. La maison poulaga y perd quelques drapeaux.



Une petite mêlée et quelques coups plus tard, une petite foule fait pression afin de faire reculer la dizaine de keufs qui ne demande pas son reste. Face à face tendu sous les cris de "tout le monde déteste la police" et "Babacar, on n'oublie pas, on pardonne pas". Le camion recule sous les huées des manifestant·es, et les membres d'Alliance sont expulsés du cortège sous la protection de la BI qui arrive à toute allure.

Dans le même temps, le cortège étudiant de Rennes 1, Rennes 2 & Sciences Po arrive du centre-ville pour se positionner en tête de cortège, sous les applaudissements nourris du SO de la CFDT (ou pas) - c'est pas fini de trahir...

Le décor est planté pour une belle manif'.

C'est sans compter sur la présence de gros vilains bien décidés à encadrer le cortège, pourtant bien tranquille.

Bien péniblement, le cortège de tête effectue le parcours habituel, sous la protection d'une ligne de syndicalistes et d'individus qui se place entre les CRS et les manifestant·es.

Une bande de joyeux lurons tente de lancer un "Macron nous fait la guerre, et sa police aussi / Mais, on reste déter' pour bloquer le pays !". C'est poussif, les manifestant·es semblent fatigué·es... pourtant le nombre était là !

Place de Bretagne, la manif' passe devant HSBC qui n'a pas toujours pas eu le temps de nettoyer sa vitrine depuis la manif du 19 avril.



"HS, HS, HSBC"

Tout au long du boulevard de la liberté, la tête de manif' est tellement lente que la CFDT cherche à déborder sur la gauche les banderoles de tête.

Au bout de deux heures de manif' légendaire, le cortège revient place Charles de Gaulle où le bureau de poste des grévistes vend ses cartes postales à prix libre.

RDV demain matin, à 6h au bureau de poste de Crimée afin de faire une haie d'honneur aux facteur·ices qui reprennent le travail après 132 jours de grève !

Rennes : La fac saccagée (et les clés disparues...)

France Bleu / vendredi 18 mai 2018

C'est ce vendredi matin que le président de l'université de Rennes 2 a constaté les dégâts dans le bâtiment L sur le campus de Villejean. Selon Olivier David, après l'AG de jeudi, « un groupe d'étudiants est entré par effraction dans le bâtiment L ». Lorsque les forces de l'ordre sont arrivés sur place vers 7h30, ce vendredi matin « il n'y avait plus personne, mais les locaux étaient saccagés ». Le montant des dégâts est en cours d'estimation, mais la facture pourrait être lourde. Selon Olivier David » **des ordinateurs ont été cassés, des vitres brisées, des distributeurs et des réfrigérateurs dévalisés, des appareils électroménagers détruits, des outils de travail dérobés** « . Une plainte a été déposée. Une enquête est en cours.

20minutes / mardi 22 mai 2018

Le montant des dégradations générées par les occupations des bâtiments de l'université Rennes 2 pourrait grimper en flèche. D'après un étudiant de la fac de sciences humaines responsable des

Jeunes avec Macron, **les doubles des badges d'accès aux bâtiments auraient été dérobés** sur le campus de Villejean. Des étudiants bloqueurs se seraient emparés de ces pass, **obligeant l'université à changer toutes les serrures pour éviter les intrusions.**

« La totalité des pass volés dans les locaux de la DRIM oblige l'Université #Rennes2 à changer toutes les serrures sécurisées de la fac. Cette facture serait de 500 000 ou 600 000 €. Le tout s'additionnant au coût des autres dégradations du bâtiment L. »

Contactée, la présidence de l'université n'a pour l'heure pas confirmé l'information. Les services de Rennes 2 sont toujours au travail pour évaluer les dégâts de l'occupation du bâtiment L dans la nuit de jeudi à vendredi.

Plusieurs individus avaient passé la soirée dans le bâtiment après l'annulation des examens.

Appelées en renfort le vendredi matin, les forces de l'ordre avaient découvert des locaux saccagés.

La présidence avait dénoncé « **des dégradations importantes et de nombreux vols commis dans les ateliers techniques de la Direction des ressources immobilières** ». C'est à cet endroit que les pass auraient été volés. D'après l'étudiant, le préjudice pourrait atteindre 500.000 euros, ce qui reste à confirmer.

La cafétéria du Crous avait également été saccagée. Des ordinateurs avaient été cassés, des vitres brisées et de l'électroménager détruit. L'université Rennes 2 avait porté plainte le vendredi et une enquête a été confiée à la police. Les examens se dérouleront en ligne à partir de mercredi.



Quoi de neuf ? Tiens, la France Insoumise condamne et appelle à la répression...

extrait de Rennes Infos Autrement / mardi 22 mai 2018

« Soutiens indéfectibles du mouvement de contestation de la loi de sélection à l'Université (loi ORE), nous condamnons les dégradations qui ont eu lieu à Rennes 2 dans la nuit de jeudi 17 mai (photo de France 3) », expliquent les élus de France Insoumise dans un communiqué publié aujourd'hui. [...]

« Historiquement, les étudiants, les enseignants et les personnels de l'Université choisissent des formes diverses de mobilisation (manifestations, blocages des bâtiments, boycott d'exams, etc) pour contester des lois qu'ils estiment aller à l'encontre du service public de l'enseignement supérieur », ajoutent-ils. » Nous n'avons pas à les commenter. »

« Pour autant, rien ne peut légitimer les 300 000€ de casse ou de vol de matériel informatique, de vitres ou d'électroménager dans le bâtiment L. Il ne s'agit absolument pas d'une décision collective

mais du fait de quelques personnes dont on doute de leur participation au mouvement contre la loi ORE. Nous rappelons qu'historiquement les salariés ou étudiants en lutte, même sous des formes radicales, respectent, par principe, leurs outils de travail. Voilà pourquoi les pillards et casseurs devront répondre de leurs actes. » [...]

rhône

Val d'Oingt (Rhône) : Petit rappel aux gendarmes et à leurs familles

Le Progrès / Mercredi 23 mai 2018



Ce mercredi matin, les habitants et les gendarmes ont découvert une inscription taguée sur le mur d'enceinte de la brigade de gendarmerie du Val d'Oingt.

Les mots « **gendarmes assassins** » y étaient inscrits à la bombe de peinture rouge. Les gendarmes ont recouvert l'inscription d'une bâche afin de préserver la sensibilité des familles logées dans l'enceinte de la brigade.

rouen

Pourquoi tant d'acharnement à faire vivre le Surgissement?

Rebondissement, Déménagement, Acharnement

Quand surgir devient une habitude

Nous avons été expulsés de notre capitainerie autogérée il y a plus de 15 jours, au 4ème jour d'occupation. Pourtant, on continue d'apparaître sur tous les murs de la ville. Vous nous entendez crier « surgissement » dans les bars, aux concerts, certains exhibent fièrement leurs t-shirts. On multiplie les événements musicaux, artistiques, politiques, avec un programme chargé comme jamais. Et on ne s'arrête plus de vous assommer à force d'articles, de tweets et d'autres « events »

sur internet. On s'active, on n'arrête jamais, ça demande beaucoup de temps et d'énergie et parfois... on s'épuise.

Hier soir au 25 boulevard des belges, un deuxième lieu a été ouvert au public, en prévision d'un gros concert, avant d'être expulsé quelques heures plus tard sur réquisition du procureur.

Pourquoi tant d'acharnement à faire vivre le Surgissement?

Tentative de réponse, la plus sincère possible.

Bingo : notre hypothèse était bonne !

Surgissement #1 a permis une foule de rencontres, attendues ou improbables. On sent qu'il s'est passé quelque chose, quelque chose qui n'est ni un trip entre potes, ni un simple encadré dans quelques journaux.

C'était bien et ça nous manque.

Quatre jours seulement passés ensemble dans ce grand bâtiment sur l'île Lacroix, et on a l'impression qu'on nous a enlevé quelque chose qui compte ; on en veut encore, on a la dalle. D'ailleurs, on voit bien que ce n'est pas vraiment la même chose depuis, on se recroise mais les mondes se séparent inlassablement. Ici, quelques « intellos » discutent d'une nouvelle revue politique, là les fêtards irréductibles se trémoussent sur un DJ set, ailleurs quelques artistes fabriquent des pochoirs et font de la peinture... Et encore et toujours, au départ du Cour Clémenceau, les militants politiques partent en manif. Chacun retourne dans sa bulle. Dans son bar, dans son lieu, dans son appart, dans sa fac : à son poste. Et personne ne s'en satisfait.

Pour soutenir les luttes en cours

En soutien à la lutte des cheminots, celle des personnels hospitaliers ou des ehpad, des étudiants contre la loi Vidal, des employés de carrefour et d'autres grandes boîtes... C'est aussi une invitation à venir se rencontrer et à s'organiser ensemble. Pour éparpiller les forces de l'ennemi et rassembler les nôtres.

On aime ce qu'on fait, bordel.

Et en fait on aime le bordel. Certains d'entre nous dépriment même franchement dans les périodes de creux. En plus, depuis les belles rencontres du surgissement, notre créativité fourmille plus que jamais, c'est inouï. On a mille idées de slogans ou de supports à la seconde, on apprend de nouvelles techniques, on laisse rien au hasard et on rit beaucoup.

Par fierté pardi !

Sans rire, on a pas envie de laisser la préfecture et ses forces de l'ordre avoir le dernier mot. Balle au centre. Spoiler alert : on compte bien marquer le but suivant à la prochaine action.

Contre toutes les expulsions

On devrait se tenir tranquille, sages comme tout, faire nos petites vies, pendant que l'Etat expulse la ZAD et les facs occupées. Sans cesse les demandeurs d'asile sont traqués et chassés, assignés à une vie d'enfer sur le territoire métropolitain et ses frontières. Quant à ceux qui n'hésitent pas à les expulser, en toute connaissance de cause, ils se rendent par là même responsable du sort inévitable qui les attend : tortures, violences irréversibles, disparitions.

La saison des festivals commence

Avec les beaux jours, on trouvait pas de salle de concert idéale pour faire la fête correctement, jusqu'à l'heure qu'on veut, avec des bières pas chères, de la place, des gens bienveillants, du gros son... Notre propre festival, c'est beaucoup plus satisfaisant.

Pourquoi pas ?

Redonner vie à des bâtiments vides depuis des années ne devraient pas être un problème. Juste un lieu, un lieu où l'on peut se rencontrer, échanger, apprendre, partager, grandir et lâcher prise. Le besoin est légitime et la demande grandissante. Pourquoi devrions nous y renoncer ?



Parce que

On fait encore ce qu'on veut. On voulait ce lieu là, il était libre, alors on l'a pris.

Pour toutes ces raisons et pour toutes celles qu'on n'arrive pas à formuler, il est impossible de faire autrement que de s'acharner. Pour prendre parti contre l'Histoire en marche, sans attendre le nombre, la majorité... C'est-à-dire sans attendre qu'il ne soit trop tard.

« Parce que ce qui a été vécu brille d'un éclat tel que ceux qui en ont fait l'expérience se doivent d'y être fidèles, de ne pas se séparer, de construire cela même qui, désormais, fait défaut à leur vie d'avant »

L'article [Pourquoi tant d'acharnement à faire vivre le Surgissement?](#) est apparu en premier sur [Rouen dans la rue](#).

russie

St. Petersburg, Russia: Rally against torture

St Petersburg: about 400 people took part in the rally against torture of prisoners in Russia: an impressive turnout for a country where brutal political repression is a norm. The event was organized by the St. Petersburg solidarity group with anarchists and anti-fascists arrested and tortured by the Russian state.



The main banner of the rally referred to the upcoming Football World Cup to be held in Russia next month. The banner read: ‘World Championship of torture. Russia 2018’ and depicted the official logo of Russian World Cup with crossed police batons. Many came to the rally with their own banners and signs, among them: ‘Antifascism is not a crime’, ‘Electroshocker. 100% guarantee of confessions’, ‘Torture loves silence’, ‘The Federal Service of Bugs of the Russian Federation’, as well as quotes from the testimonies of the arrested antifascists.

On one of the garden benches, an infopoint was organized, where people could sign postcards to the prisoners, donate money for their legal costs, or get leaflets, T-shirts and other materials. During the protest, 56 cards were signed and 20.685 Russian rubles were collected.

The rally opened with a speech by member of the Public Monitoring Commission [the NGO monitoring Russian prisons] Yana Teplitskaya, who stressed that over the last 18 months, the organisation received several dozen complaints of torture. She said that ‘For all of these, we filed a complaint, but nobody was brought to account. To the contrary, lawsuits were filed against our members and journalists who disseminate information on torture in Russian prisons.

‘When we next know that someone is tortured, it will be great if in front of the building – be it the FSB [Russian Federal Security Service] or the police department or the Center for Combating Extremism – there will be more people, so the relatives and lawyers are not alone.’, Yana concluded.

The anarchist and anti-fascist who is a friend of one of the activist arrestees from St. Petersburg, said: ‘I witnessed a crime against my friend and neighbor Ilya Kapustin. The Investigative Committee claims that the evidence of the electric shock that I saw right after the FSB left his apartment, that these are not traces of burns, but they are just bites of bedbugs. I saw these bedbugs, they searched the apartment and turned the whole house over.

‘All this time we receive very much support from many people. Thank you for spreading the information and continuing the fight against this lawlessness. I’m sure that our enemy is very powerful. We have very few instruments of pressure on this system, which has subordinated to itself all media resources, all power structures. But the fact that you do not despair and have the courage

to come here – thank you very much, and I think one day we will win. Down with torture, down with the FSB!’, he added.

The last to speak at the rally was the activist of the group “LeftFem” Natalia Rybalko. She greeted her son, who was among the assembled. ‘Personally, this concerns me, because I am a parent, the mother of a child who is also a convinced anti-fascist who openly expresses his views, goes to the actions. And I’m wildly afraid, guys. We are all afraid for our children and therefore we must go out and say: Enough, stop these crimes! We must be clear that these people who commit these crimes know that we are watching them and know about what is happening. We will not leave this just like that. And that’s why I hope that the fact that we are now gathered will somehow help – and to us all, and our children, and first of all, of course, the arrestees. Therefore – publicity, support and solidarity!’

After the rally, a large group of participants went to the special detention center on St Petersburg’s Zakharevskaya Street, to greet the activist from the Detainees Assistance Group Alexei Belozarov, who is currently serving a 15-day administrative arrest sentence there.

If you want to support the arrested, make a donation to ABC Moscow: PayPal abc-msk(at)riseup.net with reference “St Petersburg and Penza”. For another options for money transfer, contact abc-msk(at)riseup.net for details.

savoie

[Albertville \(Savoie\) : Du vandalisme chez EDF](#)

Le Dauphiné / samedi 19 mai 2018

Ce samedi matin, **le site technique d’EDF de la plaine de Conflans à Albertville, a été la cible d’actes de vandalisme.** Les auteurs ont pénétré dans un bâtiment situé en dehors du périmètre sécurisé et ils ont tout saccagé à l’intérieur.

Du matériel et des engins ont été détruits. Un véhicule élévateur a même été hissé avec un treuil jusqu’à une hauteur de 10 mètres, avant d’être lâché au sol. Il n’y a eu aucun vol. L’unité d’identité judiciaire de la police nationale est intervenue. Une enquête a été ouverte. La nature des faits est étrange et le mobile très flou pour le moment [*s’ils le disent... NdAtt.*].

zad

[Appel pour retrouver un sens politique à la lutte qui se mène aujourd’hui sur la ZAD](#)

  publié le dimanche 20 mai 2018 à 11:53 | **Quelques agriculteurs et agricultrices du collectif contre les normes** |

Nous, agriculteurs, agricultrices et habitants des campagnes, engagés dans un conflit contre la normalisation industrielle des campagnes largement organisée par les administrations agricoles, avons eu l’occasion de prendre part à maintes reprises à la lutte qui se mène à Notre-Dame-des-Landes depuis des années. Comme des milliers de personnes, nous n’y avons pas seulement

reconnu une lutte contre un aéroport, mais tout autant un territoire et des habitants qui ont su, pendant 10 ans, se libérer d'une emprise administrative qui industrialise les campagnes à marche forcée. Derrière les multiples cabanes, les fromages, la viande, les animaux, les semences, les légumes, les céréales, le non-marché, etc. nous y avons reconnu une autonomie et une liberté reconquise en tenant à distance les administrations, leurs normes et leurs contrôleurs.

Là où chacun dans nos campagnes nous tentons de manière chaque fois trop isolée de ne pas mettre de puces électroniques aux oreilles de nos animaux, d'abattre nos animaux à la ferme, de fabriquer nos fromages hors des normes d'hygiène qui les aseptisent, de contourner les normes de sécurité sanitaire qui interdisent les pratiques paysannes, voire éliminent en masse les troupeaux, de ne pas répondre aux injonctions de traçabilité qui ne servent que d'argument publicitaire pour écouler la merde industrielle, de construire nos hangars et nos maisons à l'encontre des Plans Locaux d'Urbanisme qui font des zones agricoles des zones industrielles comme les autres, la ZAD a longtemps montré que le rapport de force avec l'État est le seul moyen de libérer nos pratiques et nos imaginaires.

Où est la division ?

Depuis l'abandon de l'aéroport, l'opération militaire et le processus de négociation orchestré par la préfecture ont fracturé la ZAD et fait perdre de vue à beaucoup le sens politique du conflit en cours. Cette fracture imposée par l'État est aujourd'hui reprise à leur compte par une grande partie des personnes toujours impliquées dans le conflit. Quiconque met les pieds sur la ZAD peut aujourd'hui prendre la mesure de la réussite provisoire de la manœuvre étatique de division. Grossièrement, une ligne de partage séparerait une zone dévastée (à l'Est) d'une zone d'avenir potentiel (à l'Ouest). Et il faudrait surmonter cette séparation pour laisser la place à la normalisation négociée de la ZAD. Mais cette spatialisation révèle une tension politique dont il nous faut définir les acteurs et les pratiques.

Dans le même temps, alors que les « expulsés » tentent toujours de reconquérir leur territoire ravagé, nombre de citoyens opposants à l'aéroport accentuent l'opération de division en opposant les habitants « jusqu'aboutistes », « radicaux » ou « mauvais » et les « raisonnables », [1] « légalistes », ou « bons », tentant par là de marginaliser et décrédibiliser les premiers en militant pour un retour à la normale, c'est-à-dire à l'État de droit, niant du même coup toute la portée politique de l'affront à ce même État de droit que constitue la ZAD depuis 10 ans.

Au sein même des habitants de la ZAD, cette division a trouvé son vocabulaire. Il y a désormais les « anti-autoritaires » et les « autoritaires », décliné sous la forme « inorganisés » et « organisés », ou encore les « pauvres en capital social » et les « riches en capital social », entre « faibles » et « puissants », ou, plus ostracisant, entre « chieurs-punk-à-chien-relous-anarchistes-primitivisteschlags-bouffons » et « stratèges-pragmatiques-intellos ».

Ces divisions, désormais inscrites comme événement médiatique, fabriquent des figures spectaculaires forcément réductrices qui ont surtout le mérite d'occulter le sens politique de ce qui se joue actuellement sur la ZAD. Que des conflits internes aient préexisté à ces divisions médiatiques, et qu'ils puissent éclairer la partition actuelle, est une donnée dont nous n'allons faire ici l'histoire 1, tout simplement parce que nous n'y avons pas pris part et que la situation présente est suffisamment éclairante en elle-même pour prendre parti dans cette division. Regarder simplement les faits et leurs résultats suffit amplement à les juger. Il y a en effet deux camps aujourd'hui, à savoir ceux qui font le jeu de l'État et ceux qui tentent de s'en défaire.

Mais pour juger des faits, il faut déjouer le spectacle qui les entoure, les effets d'affichage dont ils font l'objet et les mensonges qui s'y cachent. Mensonges dissimulés maladroitement derrière les

mots « composition », « unité », « force de la diversité » qui sont devenus les slogans publicitaires d'un « âge adulte de la contestation enfin advenu ». Mensonges entièrement discernables dans le fameux texte des « 6 points » que certaines « composantes » de la lutte présentent comme l'incarnation du consensus obtenu après un long apprentissage des compromis et qui donnerait la possibilité à tous d'y trouver leur compte dans une campagne débarrassée d'un aéroport.

Depuis déjà quelques années la création d'une entité juridique revendiquant l'appropriation légitime des terres est devenue la pierre angulaire de la stratégie officielle du mouvement. Une bonne partie du mouvement s'est ainsi réconfortée sur le fait que l'après abandon de l'aéroport était anticipé et que cette solution permettrait à tous les habitants de rester vivre sur la ZAD. Le mensonge est précisément là. Et il éclate malheureusement à la figure de ceux qui en avaient pris la mesure, c'est-à-dire ceux-là même qui ont vu leur habitat réduit en miettes depuis le 9 avril.

Pas de LarZad

Illusion et mensonge, parce qu'en mobilisant l'imaginaire du Larzac et en proposant de reprendre la formule qui a fonctionné là-bas, il s'agissait précisément de nier la singularité de l'histoire de la ZAD depuis 10 ans.

La réussite de la négociation avec l'État au Larzac a donné les résultats que l'on sait parce que les personnes qui occupaient le camp militaire et souhaitaient y rester étaient tous candidats pour devenir « chef d'exploitation ». Une fois le projet du camp militaire abandonné, les terres du Larzac pouvaient tranquillement être reprises en main par des agriculteurs. Au Larzac il n'y eut aucune velléité d'occuper les terres pour remettre en cause une agriculture entièrement prise dans un processus de normalisation industrielle. Personne n'allait s'offusquer du fait que cet arrangement avec l'État, qui donnait les terres en gestion aux agriculteurs, permettrait à la firme industrielle « Roquefort société » d'y accroître ses plus-values, enrobées d'une appellation d'origine contrôlée qui donnerait le change à l'exigence de « qualité » qui se faisait jour. L'industrialisation faisait encore l'unanimité dans les campagnes et personne ne voyait encore dans les AOC un enfumage publicitaire qui permettait d'accentuer l'exploitation des sols, des animaux et des humains.

A contrario, à la ZAD la simple appropriation collective des terres ne pouvait pas signifier une quelconque victoire si elle devait advenir. La normalisation industrielle des campagnes n'ayant fait que s'approfondir en 40 ans, c'est tout logiquement que la plupart des gens venus s'installer sur la ZAD l'ont fait en rupture totale avec ces normes industrielles encadrées par une administration agricole toujours plus puissante. Cette vie en sécession avec l'État n'a pu se déployer que parce que le rapport de force permanent sur place a permis, à partir de 2013, de tenir cette administration hors de la zone. Habitats et activités agricoles, notamment, partageaient une parfaite illégalité en même temps qu'ils privilégiaient un rapport poétique et collectif au monde en rupture avec les injonctions productives et individualistes, qui déçoivent les plus passionnés de se faire agriculteurs.

Cette perspective stratégique, qui tente de se réaliser aujourd'hui, était donc un mensonge, au mieux par omission. La prétendue solution d'appropriation « pour tous » ne pouvait pas en être une. Tout simplement parce qu'une fois que l'État remettrait la main sur la ZAD, même en offrant la gestion des terres à une entité juridique portée par le mouvement, il ne pouvait qu'imposer « l'État de droit ». Or le niveau d'illégalité de chacun n'a jamais été également partagé. La régularisation que devait exiger l'État ne pouvait pas concerner tout le monde et pas de la même façon.

Celles et ceux des habitants de la ZAD qui ont pris l'initiative de lancer la négociation avec l'État ne pouvaient pas ignorer qu'ils allaient participer activement à une opération de tri entre les régularisables d'un côté et les autres : c'est-à-dire la majorité, les non-régularisables et les

régularisables qui ne voudraient pas se régulariser pour ne pas perdre le sens de ce qu'ils vivaient sur la ZAD.

Il était également évident pour ces apprentis-négociateurs (qui pour la plupart n'ont pas eu leur habitat détruit depuis le 9 avril) que les habitats les plus menacés étaient essentiellement situés à l'est de la ZAD, à la fois parce qu'il n'y avait pas d'habitat en pierre (de fait donc régularisable) mais seulement des cabanes qu'aucun PLU n'accepterait de régulariser, et aussi parce que les vies qui s'y déployaient ne pouvaient pas se fondre dans un statut de chef d'exploitation.

Le « on défend tout le monde » a donc toujours été un mensonge crapuleux, une vitrine présentable pour masquer la réalité. Certains, comme Julien Durand, José Bové ou Françoise Verchère, n'ont pas eu de mal à sortir de cette opération mensongère (dans laquelle les manœuvres de « composition » les tenaient jusqu'au 9 avril) en légitimant l'opération de tri entamée par l'État, c'est-à-dire en légitimant l'expulsion de ceux qu'ils appellent les « jusqu'aboutistes ». D'autres, notamment les habitants de la ZAD engagés dans la négociation, ont encore besoin de faire croire à l'unité et à la solidarité de tous vis-à-vis de tout le monde. Cette unité, factice depuis longtemps, a pourtant volé en éclats depuis que quelques dizaines d'habitants ont décidé de remplir des formulaires de régularisation, c'est-à-dire de participer activement au triage orchestré par la préfecture.

Les négociateurs ont pris soin de ce que la plupart des lieux de vie et des parcelles utilisés par le mouvement soient intégrés dans ces formulaires pour faire vivre cette unité factice des habitants. Le tri était pourtant déjà bien réel, avant même que la préfecture ne fasse le sien. Des dizaines d'habitants n'ont pas voulu jouer ce jeu forcément perdant et nombre de lieux déjà détruits ne font même plus partie des espaces à négocier. Le tri de la préfecture fera le reste pour figoler la sélection.

En guise de solidarité de tous envers tous, il ne reste plus aux plus ambitieux qu'à tenter de sauver leur peau en se fondant toujours plus dans les attentes de l'État pour avoir une bonne note à l'examen de passage. On n'hésite plus à démontrer qu'on s'est mis au diapason de la normalisation industrielle en « puçant » ses brebis, en annonçant un bâtiment de transformation « aux normes », en affirmant participer d'une « économie sociale et solidaire », etc. Après avoir imposé en interne le nettoyage de la route des chicanes, en janvier, certains exigent désormais l'enlèvement des barricades pour plaire à la préfecture, pourtant ultimes outils de résistance pour les expulsés et expulsables, mais qui gênent le processus de négociation de ceux qui se croient « régularisables ».

Double discours

La rupture de solidarité engagée par les « régularisables » n'en est que plus ignoble quand elle se double d'un discours qui tente d'expliquer rationnellement pourquoi l'Est a été entièrement détruit et pourquoi l'Ouest reste globalement indemne. On nous explique ainsi que l'État s'en est pris aux « plus faibles », sous entendu « nous, qui avons encore sauvé nos lieux de vie sommes dotés d'un capital social et d'une intelligence tactique qui nous rendaient plus difficilement attaquables, il faut donc nous suivre ».

L'opération militaire a pourtant pris soin de montrer que l'État pouvait tout détruire s'il le voulait. Ce que ces négociateurs ne voudront jamais retenir c'est qu'ils ne sont pas les « plus forts » mais simplement les pantins de l'État, qui avait besoin d'eux dans son opération de communication. Macron avait besoin de montrer sa capacité à rétablir l'« ordre républicain ». Mais pour le faire et ne pas donner le sentiment que l'« ordre républicain » se confond avec un État fasciste, il avait besoin d'idiots utiles, de sauver quelques personnes du carnage, de faire de la ZAD un espace labellisé « transition écologique » par M. Hulot en personne. N'en doutons pas, l'opération sera

parfaitement réussie de la part de l'État. Il y aura des couleuvres dures à avaler pour quelques régularisables non-régularisés, mais la solidarité réduite à ce petit groupe devrait tout de même suffire à se satisfaire de cette « petite victoire ».

La richesse en capital social de cette bande de négociateurs leur permet aujourd'hui de mobiliser nombre de soutiens dans la classe « intellectuelle », qui se répandent sur la toile pour défendre leur intelligence tactique. On veut nous convaincre qu'il fallait être pragmatique et qu'il n'y avait rien d'autre à gagner que quelques fermes normalisées « transition écologique ». Et, en effet, ces apprentis-négociateurs redoublent d'efforts depuis des années pour défendre leur intelligence tactique. Depuis des années, on nous rabâche les oreilles sur le fait que la « composition » est une formidable aventure humaine où les désaccords politiques se travaillent, où chacun fait un pas vers l'autre, où l'unité ne se fabrique pas sur la base du moins-disant mais qu'elle est un processus vertueux qui gagne en radicalité.

Derrière ce beau récit, les masques tombent quand l'État s'impose par la force. On découvre alors qu'un des paysans historiques de la ZAD, tout heureux de négocier avec l'État la réappropriation de sa ferme et qu'on imaginait positivement perturbé par la capacité des zadistes à bricoler des vies hors de l'État de droit, affirme froidement en assemblée qu'il n'a jamais été contre l'État, qu'il a toujours assumé que sa ferme avait besoin de l'État pour exister... Et l'on découvre que les seuls à avoir fait un pas vers l'autre dans ce travail de composition ne sont donc que ces zadistes négociateurs, qui après 10 ans de composition ont troqué leur costume de black bloc pour trouver une place dans les couloirs de la préfecture. Voilà donc l'âge adulte de la contestation enfin advenu.

On veut désormais nous faire croire que la négociation elle-même est une ruse tactique, qu'on va enfumer l'État. On a certes rempli des formulaires, mais tout ça c'est pour fabriquer le « manteau », cette entité collective qui aura légitimité à gérer les terres de la ZAD (une partie au moins), et que, sous le manteau, le « corps » sera protégé, c'est-à-dire qu'on pourra reprendre nos activités illégales au nez et à la barbe d'une administration qui n'y aura vu que du feu... Preuve de notre intelligence tactique, mais aussi sa contre-partie, c'est qu'il ne faut pas parler de ces activités illégales. Il ne faut pas dire pourquoi elles le sont, surtout ne pas remettre en question la normalisation industrielle des activités agricoles imposée par l'État, au risque de dévoiler trop notre jeu. Il ne faut donc plus que notre lutte fasse apparaître son sens profond pour que la manœuvre ait une chance de réussir. Et, de toute manière, si on reprenait le sens initial de la lutte « contre son monde » qui s'est incarné dans les vies en sécession déployées depuis 10 ans sur la ZAD, personne ne le comprendrait et on aurait plus assez de soutien pour tenir un rapport de force. Il faut donc être pragmatique. Mais ne vous inquiétez pas, on cache notre jeu et on rebondira plus fort...

Limites de la « zone »

Les moins fiers de ces basses manœuvres, mais tout de même convertis au pragmatisme négociateur, ne sont pas en reste pour contrer l'outrecuidance « donneuse de leçons » d'une critique de la stratégie en cours. Il faut donc nous convaincre qu'il n'y avait rien d'autre à faire. Vous qui êtes plus malins que tout le monde, qu'auriez vous fait de mieux que de négocier ? Et voilà qu'on nous targue de « complaisant défaitisme » qui empêcherait les « radicaux » de se satisfaire d'une petite victoire.

Oui, en effet, la force de l'État ne permettait pas de rêver aux grands soirs. En effet, même si l'histoire de la ZAD depuis 10 ans a suscité la mobilisation de quelques milliers de soutien, cela reste bien trop faible pour affaiblir radicalement les prétentions de l'État à administrer nos vies. Mais il n'y a là rien de neuf. C'est la réalité que nous vivons chacun dans nos fermes de manière

isolée et encore plus faible. Rien de neuf dans le fait que nous apprenons chaque jour dans nos fermes à ravalier nos prétentions et à trop souvent nous mettre aux normes à contrecœur après avoir résisté jusqu'à épuisement. En effet, les défaites nous les côtoyons tous les jours, sans complaisance, mais avec une rage rentrée. Et c'est cette rage qui nous anime aujourd'hui pour construire un collectif capable de tenir un rapport de force avec l'État, contre ses normes et pour nous donner une chance de moins nous mettre à genoux.

Et c'est justement parce que nous n'en pouvons plus de nous mettre à genoux, et que nous connaissons si bien les lâchetés du syndicalisme en général et de la gauche paysanne en particulier, qu'il n'est plus question de faire face à l'État pour finir désarmés dans un bureau de négociation. Rien n'a jamais été obtenu en négociant, sinon de fausses victoires toujours là pour préserver les intérêts du capital et satisfaire les syndicalistes prompts à prendre des vessies pour des lanternes pour se faire mousser avec cette efficacité pragmatique.

Cette tartufferie des négociations montre ses effets tous les jours dans les campagnes. On le mesure peut-être plus qu'ailleurs dans le cadre de la lutte contre les pesticides. Récemment encore les antipesticides négociateurs pouvaient se réjouir d'avoir obtenu à l'échelle européenne l'interdiction de quelques néonicotinoïdes tueurs d'abeilles. Mais cette interdiction est un cache-sexe d'une industrie mortifère qui déverse déjà ses nouvelles molécules pas encore interdites ou qui confectionne les robots désherbeurs de demain qui remplaceront les paysans dans les campagnes. 30 ans de négociations implacables ont permis d'obtenir l'interdiction de près de 100 molécules, alors que dans le même temps la consommation de pesticides augmentaient de 15 000 tonnes par an. Les « petites victoires » font les grandes défaites et il y a toujours des écologistes et des syndicalistes pour s'extasier de leur propre pragmatisme.

Mais que fallait-il faire donc, si tout est toujours perdu d'avance ?

La suite de la résistance à Notre-Dame-des-Landes aurait toutefois pu prendre une autre tournure si les futurs négociateurs avaient pris le temps de se nourrir de 6 ans de réelles victoires. Avoir repoussé l'emprise étatique durant tout ce temps est déjà une victoire en soi. Il était tout entier là l'esprit de la lutte auquel il fallait donner une suite. Au lieu de quoi les négociateurs ont préféré défendre un simple territoire, une « zone », au prix de se conformer aux normes qui aménagent les « zones ».

Engager le conflit sur le terrain de la légitimité de l'illégalité vécue pendant 6 ans aurait permis de repartir de la condition commune qui est faite aux agriculteurs, d'y trouver des alliances pour déplacer la lutte contre les administrations et de ne pas s'enfermer dans un territoire d'exception qu'il fallait à tout prix défendre.

Il y a de l'indécence de la part des négociateurs à imaginer rester sur « zone » quand ils ont pu s'y installer grâce à la solidarité permanente qui s'y est développée et qu'ils vont pouvoir y rester parce qu'ils ont rompu cette solidarité. Une indécence d'autant plus grande, et dérisoire, que ce qui va s'y gagner, c'est la simple possibilité de s'installer en agriculture sur quelques hectares. Chose qui peut se faire partout en France d'autant plus facilement que les fermes se transmettent par milliers ces temps-ci et qu'il n'y a pas besoin de mobiliser des dizaines de milliers de personnes pendant 6 ans pour rendre ces simples transactions financières possibles. Il y a même une agence immobilière – Terres de lien – qui joue très bien ce rôle de favoriser des installations labellisées « transition écologique ».

Mais pour qu'un tel chemin fût emprunté, il aurait fallu que, durant ces 6 ans, le développement des rapports de classes ne vienne pas désamorcer les élans de solidarité. Au point, presque anecdotique,

que les « richesses » accumulées majoritairement à l'Ouest sous forme de dons à la lutte durent être régulièrement négociées au prix d'humiliations pour pouvoir passer partiellement à l'Est.

C'est une nouvelle fois avec une rage trop rentrée que l'on constate que sur la ZAD se rejoue en accéléré l'histoire de la gauche paysanne. Une histoire entamée par un syndicalisme de lutte incarné par les paysans travailleurs dans les années 1970 et qui s'est échouée dans les bureaux des ministères sous la bannière Confédération Paysanne. Une histoire qui a permis à l'État de faire de la gauche paysanne l'idiot utile des mutations incessantes des politiques agricoles qui, depuis plus de 20 ans, ont besoin d'apparaître sous le label « transition écologique » pour rendre acceptable l'accélération, tout aussi incessante, de l'industrialisation des campagnes. Une histoire qui a vu en 2017 la Confédération Paysanne abandonner à une lutte solitaire l'un de ses anciens porte-paroles qui dénonçait la supercherie des dispositifs de traçabilité auxquels il refusait de se conformer parce qu'il avait compris qu'ils n'étaient que le cache-sexe de l'industrialisation permanente. Une histoire de rage isolée, soldée par un assassinat d'État le 20 mai 2017 sur un chemin de Saône-et-Loire. L'État ne gère pas la « sécurité sanitaire » seulement en abattant les troupeaux mal conformés, il gère la colère en éliminant ceux qui la portent : HP ou balles de gendarmes, c'est selon...

Et comment nous épargner le dégoût de voir certains zadistes afficher publiquement le puçage de leur brebis quand des dizaines d'éleveurs en France continuent à résister à cette obligation normative ? Elle est belle la ZAD ! Mère et modèle de toutes les luttes depuis des années, à se mettre à genoux sans avoir même fait le geste d'entamer un rapport de force avec les administrations agricoles. On y est quand même content de s'être fait des Copains pour nous ramener à la raison à temps et d'annoncer que s'il doit y avoir reconstruction il faudra désormais le faire en respectant les Plans Locaux d'Urbanisme. Ces mêmes PLU qui interdisent partout aux petits paysans mal conformés de prétendre construire leur habitation sur leur ferme, mais qui heureusement permettent aux porcheries industrielles d'embellir les campagnes.

Dans cette tragi-comédie des fausses victoires, il ne manquait plus aux négociateurs que de faire jouer leur richesse en capital social pour mobiliser le soutien d'une kyrielle d'experts patentés en « transition écologique » issue de la gauche rurale [2]. Les voilà tous en chœur proposant leur service pour crédibiliser les PDE [3] des zadistes, en créant un Comité d'Accompagnement et de Conseil auprès de l'État et de ces mêmes zadistes. Il fallait bien, en effet, quelques dizaines de gauchistes salariés de l'État pour finir de mépriser toutes celles et ceux, dont nous sommes, qui n'en peuvent plus de se rendre présentables auprès des administrations agricoles et qui ont longuement éprouvé qu'une résistance ne se menait pas en légitimant l'ennemi.

Nous ne voyons pas aujourd'hui d'autres possibilités pour redonner un sens politique à la ZAD, et ailleurs, que de soutenir celles et ceux qui tentent de reconstruire ce qui a été détruit et d'occuper partout les administrations agricoles. Il n'y a rien à y négocier, simplement les dissuader d'organiser le ménage des champs.

Quelques agriculteurs et agricultrices du collectif contre les normes,
Le 14 mai 2018

[1] Sur ce sujet on conseille vivement la lecture éclairante de deux textes : « Des dynamiques inhérentes aux mouvements de contestation », ainsi que « Le mouvement est mort, vive la réforme ».

[2] Appel publié sous le nom « Pour un projet coopératif d'avenir qui respecterait le bien commun et la biodiversité et permettrait une désescalade à Notre-Dame-des-Landes », signé par des dizaines d'agronomes, professeurs, agriculteurs, ingénieurs...

[3] Plan de Développement Économique, sésame normatif auquel tous les candidats agriculteurs doivent se conformer pour avoir le droit de l'être.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Munich (Allemagne) : Attaque du consulat de France en solidarité avec la ZAD

Il y a quelques semaines, le gouvernement français commençait à expulser la ZAD à Notre-Dame des Landes. Des centaines de personnes ont occupé la ZAD plusieurs années pour empêcher la construction d'un aéroport. Les squatteur.e.s ont emménagé dans des maisons qui auparavant avaient été expulsées par la police, ont érigé des cabanes et construit de nouveaux bâtiments. Au fil des ans, la ZAD est devenue une expérience d'une nouvelle société et d'une vie dépassant l'égoïsme, la précarité et l'exploitation du système capitaliste.

Après que le gouvernement français a renoncé à l'aéroport l'année dernière*, il veut désormais mettre fin à l'expérience de la ZAD de toutes ses forces: 2500 flics ont commencé à expulser la zone au printemps 2018 avec leurs matraques, grenades lacrymogène, blindés et bulldozers. Ils n'ont que partiellement réussi jusqu'à présent. Des parties de la zone sont toujours occupées.

Nous sommes solidaires de la résistance de la ZAD contre l'expulsion et aussi des grèves et de la résistance dans les lycées et les facs, dans les boîtes et dans la rue contre la politique néo-libérale de Macron qui consiste à démonter les droits sociaux et à renforcer le contrôle de l'Etat. Nous saluons aussi tou.te.s les migrant.e.s qui luttent pour une vie de dignité et d'autodétermination ainsi que pour le droit de libre circulation.

Cinquante ans après le mois de Mai Parisien "historique", c'est le moment pour un nouveau soulèvement !

Ils commémorent, nous luttons, ensemble !

Liberté pour tous les prisonniers du G20 !

[Traduction de l'allemand de [Deutschland Indymedia](#)]

Note:

*L'annonce de l'abandon du projet d'aéroport a été faite début janvier, et non l'an dernier comme il est dit dans le texte.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

POUR MAXIME, MUTILÉ SUR LA ZAD LE 22 MAI 2018 - LETTRE DE ROBIN, MUTILÉ À BURE LE 15 AOÛT 2017.

Mettre des mots sur l'horreur. Ne pas céder à la résignation. Au terrorisme d'État. Malgré le stylo qui tremble, écrire. Témoigner. Ne pas se laisser écraser par le concert d'opérations sémantiques, de propagande préventive et de censure qui cherche à nous couper de notre empathie et de la révolte qu'elle devrait spontanément engendrer.

Maxime vient de perdre sa main. Sa main droite. Pour toujours. Il rejoint bien plus gravement encore, l'enfer que j'ai vécu durant 9 mois. Le 15 août 2017, à Bure, l'explosion d'une grenade GLI-F4 tirée par les gendarmes mobiles creusait mon pied gauche sur un diamètre de 13cm et jusqu'à

3cm de profondeur arrachant peau, veines, nerfs, muscles et pulvérisant les os. C'était pendant une manifestation contre le projet Cigéo d'enfouissement de déchets radioactifs à 500m de profondeur. Il y a eu 30 blessés dont 4 graves.

Contrairement à ce que leur nom indique, les grenades GLI-F4 contiennent de la TNT et explosent ! Leurs déflagrations font 1m de diamètre et peuvent tuer si elles touchent une partie vitale. Les appellations de « lacrymogènes » ou d'« assourdissantes » que la préfecture et les ministres leur donnent dans les médias servent à masquer la vérité à leur sujet : CE SONT DES ARMES DE GUERRE !

L'État utilise des armes de guerre pour terrasser le peuple. Dans le cas présent, les conséquences sont bien pires qu'un tir à balle réelle.

Déjà, à l'époque, j'avais alerté sur les dangers des grenades explosives en organisant une manifestation pour exiger leur interdiction mais les grandes chaînes ont cantonné l'information à la région Lorraine. La majorité des français ignore encore la vérité sur ce sujet. Il est tombé près de 4000 grenades explosives sur la ZAD depuis le début de son invasion par les gendarmes mobiles. Provoquant des centaines et des centaines de blessés notamment à cause des éclats de métal qu'elles projettent. Où est la violence ?

Maxime est actuellement à l'hôpital.

Outre les intenses douleurs et le fort traumatisme qui le suivront nuit et jour, il devra désormais supporter ce handicap inimaginable : vivre avec une seule main. Cette main, que l'explosion lui a arraché sur le coup, l'État lui a volé pour prix de son combat, pour prix de notre combat. Dans les dernières décennies, la militarisation du maintien de l'ordre a fait couler trop de sang.

Combien d'éborgnés ? Combien de mutilés ? Combien de vies déchirées par l'utilisation criminelle des flashballs et des grenades explosives ? La violence de l'État pour mater toute résistance est extrême. Elle cherche à nous terroriser, à nous acculer à la résignation. Face à cela, la solidarité est notre arme et jamais la peur ne doit nous arrêter.

Proches, moins proches et tous ceux qui croiseront la route de Maxime, prenez soin de lui ! Tenez bon ! Il y a mille et une manières de lui apporter ce qui lui permettra de vivre. Écoutez-le, cherchez, trouvez !

La vie continue, le combat pour elle aussi. Maxime tiens bon !

Témoignage de 2 personnes qui étaient présentes quand la mutilation de M. a eu lieu.

Nous étions un groupe de 20 à 30 personnes présentes dans le champ à l'ouest de la forêt de Rohanne, à la hauteur de la Chateigne ou les forces de l'ordre "faisaient le ménage", nous étions présents pour observer la situation et tenter éventuellement d'accéder à la Chateigne.

On peut décrire la situation comme "calme", cela faisait 45 minutes qu'il y avait des échanges verbaux entre les personnes présentes et les forces de l'ordre, il est clair que de toute façon ils étaient beaucoup plus nombreux que nous.

Malgré la quasi absence d'affrontement ainsi que de danger pour les GM, ils ont commencé à lancer des gaz lacrymogène puis décident de passer à l'action : sans que l'on s'en rende compte, un escadron de GM est passé par la forêt, et sort par surprise sur le côté gauche du champ, prenant le groupe en embuscade. A ce moment là, tous les GM chargent, provoquant un mouvement de panique

général et un repli précipité. Nous courons vers le prochain champs (direction bellevue). La panique est renforcée par le fait que le seul accès possible consiste en un passage étroit entre 2 haies.

Le moment critique se produit alors que nous sommes presque toutes dans le champs suivant et que retentit le bruit d'une explosion, (type Gli F4). en nous retournant à ce bruit, nous avons vu tous les 2 la même chose : parmi les dernières personnes du groupe, une se tient debout, face à nous, dans un nuage de fumée noire. il est donc dos à la police, il se tient le poignet droit avec la main gauche, on voit qu'il n'a plus de main droite. A la suite de l'explsion, les GM se précipitent sur lui -ainsi qu'une autre personne qu'ils interpellent au même moment- l'attrapent pour l'emmener une dizaine de mètres en arrière où il est plaqué au sol.

La scène est désormais volontairement cachée par un groupe de GM et nos questions quant à son "état de santé" restent sans réponse. Peu après, des personnes vêtues de gilets oranges, semblant appartenir au corps de police, arrivent sur place, suivis, une dizaines de minutes plus tard par une jeep qui vient le chercher dans le champs pour l'emmener à l'ambulance qui se trouve sur le chemin de suez. Puis, comme si de rien était, les GM reprennent les tirs de GLI F4, gaz lacrymogènes et flashball, blessant ainsi 3 personnes dans les heures suivantes (par flash ball).

Suite au retrait des GM nous sommes allé constater le lieu des blessures, il n'y avait plus de trace de sang, elles avaient été volontairement recouvertes par des mottes de terre.

le schéma suivant a été fait par une tierce personne, d'après les récits de différents témoins, il permet de visualiser la situation géographique et le point d'arrivée approximatif des gendarmes à leur sortie du bois (signalés en pointillés bleus), il ne se veut pas extrêmement précis dans le nombre des personnes présentes ou leur position exacte.



#Zadresist - Récit subjectif de ce qu'il s'est passé au domaine re-re-re-re-libérée depuis le 18 mai (fini à l'aube du 22 mai)



Domaine barricadé

Le vendredi 18 au matin entre 7h et 8h, 1 douzaine de fourgons de gendarmerie et un camion de surveillance OEIL sont arrivés devant la maison du domaine libérée, aux Domaines sur la D81. La centaine de GM a encerclé la parcelle, un gros groupe (40, 50?) attendant devant la porte que la manœuvre soit terminée pour me dire « Monsieur, vous habitez ici ? si on veut je lui répond - On va entrer chez vous ».

Nous étions six à l'intérieur, deux habitants un peu durables et quatre companer@ de France et d'ailleurs. Devant, autour, personne. Ni du « mouvement d'occupation », ni d'autres composantes (alors que l'info était passée une demi-heure à l'avance sur le talkie, et qu'on savait depuis plus longtemps encore que les lieux « sans fiche » étaient visés par la 2e vague d'expulsion). Le gros groupe de GM s'est répandu par le portail puis dans la maison (non sans que trois se cassent la gueule sur les quelques vélos qui traînaient malencontreusement devant la porte ;). L'huissier et le haut gradé (4 étoiles?) présent.es ont laissé une dizaine de minutes aux gentes pour prendre quelques affaires – on a sorti une caravane à la main pour la mettre sur le parking de la Petite Vacherie en face, pris les sacs déjà préparés et ce qu'on pouvait d'autre. S'ensuit un contrôle d'identité des présent.es : trois vérifiés à l'oral, deux sur papier, un refus d'identité – qui est bientôt emmené pour être mis en GAV à la gendarmerie de Mitrie à Nantes.

Au bout d'un certain temps (2h?) après avoir fouillé la maison et les autres bâtiments, que des déménageurs collabos aient emporté non seulement tous les matelas et le matos de cuisine sur ordre de l'huissier, et les flics du matériel informatique qui servait pour l'accès internet collectif, les flics avancent leur dispositif d'une quinzaine de mètres, laissant l'entrée accessible. On en profite pour retourner dans la maison (domaine re-libérée). Les flics s'en aperçoivent bien sûr, reviennent au bout de dix minutes pour nous ré-expulser. On ressort avec quand même quelques affaires supplémentaires. Puis un peu plus tard, tout le dispositif s'en va. On retourne dans la maison.

domaine re-re-libéré. On passe quelques heures à mettre des affaires en sécurité, avant que le dispositif revienne et que les flics nous ré-ré-expulsent.

Vers 17h, l'entreprise de maçonnerie (qui venait de murer le Phoenix) arrive et commence à travailler. À 17h30, elle se barre. Peu après 18h, les GM aussi. On rentre voir, il y a juste un mur posé devant l'ancienne porte de devant depuis longtemps condamnée. Toutes les autres ouvertures sont juste fermées d'un petit scotch rouge (« gendarmerie nationale, ne pas ouvrir »).

10mn plus tard, quelques dizaines de personnes qu'on n'a même pas appelé arrivent et réouvrent la maison (le joli hasard de la zad - l'*harzad* ?), posant les parpaings sur la route devant le lieu (on apprend pendant ce temps que le copain arrêté va sortir sans rien, et qu'une copine de Nantes le ramène sur zone). Ensuite, quelques personnes arrivées entre-temps utilisent les parpaings démurés pour construire une petite chicane pour protéger le portail, qui sera joliment décorée (des plantes, des miroirs et des slogans, « *merci pour le matos !* », « *rien ne se perd, tout se transforme* »).

Nous, on retrouve la baraque, et constate la disparation de pas mal de choses (en plus des matelas, gaz, le matos informatique et quelques livres dont *Le petit manuel d'autoconstruction* et les deux tomes du *Guide d'autodéfense numérique*). Mais les flics ont laissé l'eau et l'électricité, et pas mal de mobilier (visiblement, ils ne conçoivent pas qu'on puisse dormir sur un canapé). Alors on décide de rester là, à quelques uns (domaine re-re-re-libérée).

On est contre toutes les expulsions, non ? Il y a une manif de réoccup' dimanche, non ? Ou c'est juste « symbolique » ? Les autres composantes n'ont-elles pas dit qu'elles défendraient les lieux en dur ? (et leurs habitant.es, ou pas ?)

Le lendemain, debout avant 5h, on a le temps de mettre en sécurité quelques affaires encore, puis on quitte la maison au cas où. Vers 9 ou 10h, revenant du sud de la D81 pour aller vers [Notre-Dame-des-Landes](#) parce que je m'éloigne pour le week-end, je vois une voiture banalisée et une camionnette de gendarmes qui arrivent du nord et s'arrêtent à la Rolandière. Quelques gendarmes, visiblement gradés, sortent de la voiture et se dirigent vers les deux personnes présentes devant la Rol', pendant que je les rejoins.

Le plus haut gradé présent explique qu'ils sont revenus parce qu'ils avaient entendus que Phoenix et Domaine libérée avaient été réoccupés, qu'ils revenaient vérifier, et que la semaine suivante ils « procéderaient à la déconstruction du Domaine, du Phoenix et de la Freuzière ». Je demande au gradé qui cause si je peux me rendre à NDDL, il me dit que oui, avec une escorte. Je pars donc sur la D81, et traverse tout le dispositif qui s'étend du chemin de la Friche à après la Vacherie escorté par un puis deux GM. En passant à côté du Domaine libérée, je ne peux rien voir à cause de la haie de flics, mais j'entends des bruits de coups de masses, de bris de verre ou de faïence, etc.

Après je ne suis pas là jusqu'à dimanche après-midi. Il se passe plein de trucs que je raconte vite fait de ce que j'en ai compris.

À l'intérieur de la maison, les flics ou leurs collabos ont tout détruit : les cloisons, le toit de la maison, les éviers, baignoire, sanitaire, tuyauterie et chauffe-eau sont percés, la machine à laver collective a été renversée et cassée, ainsi qu'une partie du mobilier, comme l'échelle pour monter dans le grenier sleeping... Le dimanche, pour la réoccupation, plein de monde débarque spontanément et/ou s'organise pour aider le domaine libérée (malgré les quelques personnes du CMDO – Comité pour le maintien de l'ordre ? – présentes à la Saulce qui tentent de dissuader les gens de le faire !). Peut-être une cinquantaine de personnes, de plein de pays, dont un bon nombre qu'aucun.e des occupant.es récent.es du domaine ne connaît, se succèdent pour trier, récupérer ce qui peut l'être, faire des allers-retours en véhicule pour emmener ça sur d'autres lieux où ça peut

servir, et déposer le reste du matos sur la route. Quand j'arrive à pied depuis le nord en fin de journée, je ne comprends pas bien ce que je vois au début. Avant de comprendre : c'est une route des chicanes !

Il y a une discussion un peu tendue, en mode dialogue de sourds, avec des personnes de l'ACIPA et des voisin.es, sur la présence des chicanes et la re-re-re-re-libération du domaine (et puis sur les fiches, et le refus de la légalisation). En très gros, d'un côté ça dit, « en demurant et réoccupant la maison, vous donnez aux flics la légitimité pour la démolir – voire pour démolir toutes les maisons pour certain.es – et les chicanes, c'est de la provocation, ça leur donne aussi une raison de venir – vous n'aviez qu'à faire un projet », de l'autre « Si les composantes tenaient leurs engagements de défendre les lieux de vie et leurs occupant.es, on n'aurait pas besoin de barricader, ou moins, et on pourrait le faire de manière plus négocié. Là on est seul.es face aux flics, on se défend comme on peut, à notre manière qui n'est pas la vôtre, mais a tout autant contribué à l'abandon du projet d'aéroport et à la défense de la zone ».

Bref, incompréhension mutuelle, divergence d'intérêts concrets, et pas mal d'a priori (des personnes disant être voisines expliquaient que le lieu était « privatisé par des gens qui ne font rien », ne sachant même pas que le domaine était un lieu de passage pour beaucoup de monde, avec des outils collectifs – douche, machine à laver, ordinateurs et internet – utilisés largement, même par des gentes avec qui on n'est pas d'accord politiquement ou qui ne sont pas nos potes).

Au domaine, le dimanche soir, ça s'organise, ça chill, ça prépare un peu la boum de réoccup' prévue le soir, où la cour du domaine se retrouve plus remplie que depuis bien longtemps. Et après la boum, ça discute, à une trentaine de personnes dont pas beaucoup d'ancien.nes occupant.es de la zad. Pas de tour de parole, de la traduction, et tout le monde s'écoute, et réfléchit ensemble, et ce jusqu'à 2h du mat'. Organisation, tactique et stratégie, enjeux de la réoccupation – action directe, sens politique de nos actes, risques collectifs, implication de chacun.e.

Puis ça s'endort doucement ou ça veille, au son d'un violon qui nous chante des chants de luttes. *A las barricadas* semble avoir du sens, pour une fois. L'état d'esprit me rappelle certains de mes premiers moments sur la zad, il y a quelques années de ça. La zad ne serait pas morte ? Ou la zad est morte, vive la zad, en nous pour longtemps ?

Lundi matin, ce matin (ou plutôt hier, vu que j'écris ça dans la nuit de lundi à mardi), on se prépare tôt à la venue des flics, organisé.es pour les retarder au maximum, et pour ralentir si possible la venue des machines, en ne faisant pas courir trop de risques aux défenseuseuses du lieu. On sait que seul.es, on tiendra pas très longtemps. Mais si on est malin.es, on les fera bien chier, et peut-être qu'un peu de soutien viendra, et les freinera encore plus, et que la démolition sera trop galère à faire ce jour-là.

Et puis une chouette surprise, certaines composantes sont plus correctes que d'autres, et un Naturaliste en lutte passe par là ce lundi matin, pour recenser les espèces protégées présentes dans les trois lieux en dur voués à la démolition – justement, « chez nous », c'est aussi chez des hirondelles, des pipistrelles, et une autre espèce de chauve-souris dont j'ai oublié le nom.

En tous les cas, même si on perd le lieu, les GM ne l'auront pas à prix libre, comme ils ont eu l'ancienne route des chicanes sur la D281. Et puis ça fera toujours un point de cristallisation, qui soulagera peut-être la pression sur les autres lieux de la zad, et que pour une fois, *on aura choisi*.

Viendront, viendront pas ? C'est férié aujourd'hui, disent certain.es. Il n'y aura pas d'entreprises de BTP pour démolir. Oui, mais ils ne vont pas laisser des chicanes sur la D81, disent d'autres, ils viendront de toute façon. Bref, on n'en sait rien. La matinée avance, et toujours rien. Vers 10h30,

des fourgons de flics passent sur la zone, mais pas par là. Ils ne viennent pas du tout de la journée de lundi. Pendant ce temps, des gens repartent, se reposent, d'autres arrivent.

Cette nuit, rebelote. On s'organise et on attend. On ne sait pas quand les GM viendront, mais on sait qu'ils viendront. Si des gentes veulent soutenir la réoccupation, iels sont les bienvenues. On ne sait pas si on pourra défendre le lieu longtemps – et probablement pas, la situation « militaire » de l'endroit est à chier. Mais on sait que ceux qui le veulent essaieront, sans non plus jouer les héroïnes ou les martyres, en faisant tout ce qu'elles peuvent pour protéger le lieu et chacun.e de ceux qui le défendront.

Pourquoi on a fait tout ça ? Quelques raisons partielles et partiales

Parce que celui qui ne se bat pas a déjà perdu (et s'il peut parfois négocier, ce sera depuis une position de capitulation, et les termes ne peuvent pas être avantageux dans ces cas-là...),

Parce chez nous, il y a eu habitant.es ou de passage, des gentes sans papiers, des gentes recherchés.es, personnes qui jamais n'auraient pu faire aucune fiche ou convention que ce soit avec l'État même si elles l'avaient voulu. Que nous sommes solidaires de toutes celles dont c'est cas. Et que pour ceux d'entre nous qui *auraient pu* faire une « fiche/un projet » « pour protéger les autres », he bien... On ne pense pas que ce soit très émancipateur de « lutter » en faisant de nos privilèges un parapluie (« un manteau »?) pour protéger ceux qui n'en bénéficient pas, sans se battre contre la structure sociale qui fait que certain.es ont ces privilèges et d'autres non,

Parce qu'on n'a pas protégé l'Est en lâchant les chicanes de la D281 pour sauver le Sabot et Lama faché, puis en lâchant le Sabot pour sauver Lama faché, puis en lâchant Lama Faché pour sauver l'Est...

Parce qu'on en a eu marre d'accepter le chantage (comme avec la mafia : « si tu paies, on te protège ; sinon, ce qui t'arrivera sera de ta faute) ; marre de courber l'échine, de baisser la tête, de ravalier notre rage et d'accepter sans résister le pouvoir de l'État ; marre de se laisser faire dans un truc qu'on appelle encore « une lutte », semble-t-il de plus en plus pour le spectacle et la plus-value symbolique que ça rapporte, à mesure que les années passent.

Je dis on parce que tout ça c'est fait collectivement, et que ces décisions ont résulté de l'attente et de la volonté de plein de personnes diverses qui ont contribué à la victoire contre l'aéroport mais ont participé à cette lutte, depuis peu ou depuis longtemps, en s'y engageant au-delà, contre « le monde de l'aéroport », y compris en cherchant à lutter contre ce que nous pouvons en reproduire entre nous. Si c'est une fin, c'est une belle fin, grosse de plein de débuts.

Merci à toutes les personnes solidaires et en lutte, et à tous les animaux humain.es ou non qui ont fait vivre ce lieu et l'ont pris comme la maison ouverte que c'était, la leur pour un soir ou plus longtemps

/ especial muchas gracias a las companer@s // thanks everyone for solidarity and struggle

PS : Ce matin, les flics sont venus sur zone. 50 fourgons, 2 blindés, 4 jeeps du PSIG. Je n'ai pas pu rester au domaine, je devais aller en ville tôt, et avoir des papiers sur moi, etc. Selon les dernières infos que j'ai reçues, la moitié du dispositif allait de Gourbi vers la Saulce en chargeant ceux qui étaient sur sa route. L'autre moitié, on ne savait pas trop. Peut-être pour le domaine libérée ?

La boule au ventre, rage et joie, et beaucoup d'amour et d'admiration pour les compagnon.nes de partout venu.es défendre ce lieu. Attention à vous les copain.es !